Spedizione in abbonamento postale

Anno 93° — Numero 170

GAZZETTA UFFICIALE

DELLA REPUBBLICA ITALIANA

PARTE PRIMA Roma - Giovedì, 24 luglio 1952

SI PUBBLICA TUTTI I GIORNI MENO I FESTIVI

DIREZIONE E REDAZIONE PRESSO IL MINISTERO DI GRAZIA E GIUSTIZIA - UFFICIO PUBBLICAZIONE DELLE LEGGI - TELEF. 50-139 51-236 51-554

AMMINISTRAZIONE PRESSO LA LIBRERIA DELLO STATO - PIAZZA GIUSEPPE VERDI 10, ROMA - TELEF. 841-089 841-737 850-144

PREZZI E CONDIZIONI DI ABBONAMENTO

ALLA PARTE PRIMA E SUPPLEMENTI ORDINARI
In ITALIA: Abbonamento annuo L. 8024 - Semestrale L. 4516
Trimestrale L. 2516 - Un fascicolo L. 40.
All'ESTERO: il doppio dei prezzi per l'Italia.

ALLA PARTE SECONDA (Foglio delle inserzioni)
In ITALIA: Abbonamento annuo L. 8024 - Semestrale L. 4516
Trimestrale L. 2516 - Un fascicolo L. 40.
All'ESTERO: il doppio dei prezzi per l'Italia.

I fascicoli disguidati devono essere richiesti entro 30 giorni dalla data di pubblicazione

L'importo degli abbonamenti deve essere versato sul c/c postale n. 1/2640 intestato all'Istituto Poligrafico dello Stato Libreria dello Stato - Roma

Per gli annunzi da inserire nella "Gazzetta Ufficiale„ veggansi le norme riportate nella testata della parte seconda

La «Gazzetta Ufficiale» e tutte le altre pubblicazioni ufficiali sono in vendita al pubblico presso i negozi della Libreria dello Stato in ROMA, via XX Settembre (palazzo del Ministero delle Finanze); via del Corso n. 234 (angolo via Marco Minghetti n. 23-24); in MILANO, Galleria Vittorio Emanuele n. 3; in NAPOLI, via Chiaia n. 5; in FIRENZE, via Cavour n. 46 r; in TORINO, via Roma n. 80 (Salone " La Stampa „) e presso le Librerie depositarie di tutti i Capoluoghi di Provincia.

Le inserzioni nella Parte II della «Gazzetta Ufficiale» si ricevono in ROMA - presso la Libreria dello Stato (Ufficio Inserzioni - via XX Settembre - Palazzo del Ministero delle Finanze). Le Agenzie della Libreria dello Stato in: Milano, Galleria Vittorio Emanuele n. 3 - Firenze, via Cavour n. 46 r - Napoli, via Chiaia n. 5 - Torino, via Roma n. 80 (Salone " La Stampa „) sono autorizzate ad accettare solamente gli avvisi consegnati a mano ed accompagnati dal relativo importo.

SOMMARIO

LEGGI E DECRETI

DISPOSIZIONI E COMUNICATI

CONCORSI ED ESAMI

LEGGI E DECRETI

LEGGE 5 giugno 1952, n. 903.

Approvazione ed esecuzione dei seguenti Accordi conclusi a Roma, fra l'Italia e la Svizzera, il 5 novembre 1949: a) Accordo addizionale all'Accordo commerciale del 15 ottobre 1947; b) Protocollo di pagamento; c) Scambi di Note.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

Sono approvati i seguenti Accordi conclusi a Roma, tra l'Italia e la Svizzera, il 5 novembre 1949:

a) Accordo addizionale all'Accordo commerciale del 15 ottobre 1947;

b) Protocollo di pagamento;

c) Scambi di Note.

Art. 2.

Piena ed intera esecuzione è data agli Accordi suddetti.

Art. 3.

La presente legge entra in vigore il giorno successivo a quello della sua pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale* ed ha effetto dal 15 novembre 1949.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserta nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica Italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 5 giugno 1952

EINAUDI

DE GASPERI — PELLA — LA MALFA — CAMPILLI — VANONI — FANFANI

Visto, *il Guardasigilli*: ZOLI

Accord additionnel à l'Accord commercial du 15 octobre 1947

Le Gouvernement italien et le Gouvernement suisse sont convenus de ce qui suit:

Art. 1.

Les annexes 1 et 2 jointes à l'Accord commercial italo-suisse du 15 octobre 1947 sont annulées et remplacées par les nouvelles annexes jointes au présent Accord.

Art. 2.

Sans préjudice des facilités résultant de l'application à titre autonome des mesures prises ou à prendre par le Gouvernement italien dans le domaine de la libéralisation des échanges commerciaux inter-européens, le Gouvernement italien s'engage à autoriser sans limitation quantitative, sauf pour les produits pour lesquels un plafond est fixé d'un commun accord, et d'après la procédure accélérée prévues dans l'annexe 1, l'importation des marchandises suisses énumérées dans l'annexe 3. Ces marchandises pourront li-

brement faire l'objet d'affaires de réciprocité avec n'importe quelle marchandise italienne, à l'exception de celles figurant à l'annexe 2.

Art. 3.

Le chiffre 2 du chapitre III du Protocole de signature à l'Accord commercial du 15 octobre 1947 est abrogé, étant remplacé par le chiffre 2, lettre *a*), du Protocole de paiement signé ce jour.

Art. 4

Le présent Accord additionnel, qui aura la même validité de l'Accord commercial du 15 octobre 1947, auquel il se réfère, sera ratifié aussitôt que possible en tant qu'il sera nécessaire; toutefois les deux Gouvernements conviennent de le mettre en vigueur à titre provisoire à partir du 15 novembre 1949.

Fait à Rome, en double exemplaire, le 5 novembre 1949.

Pour l'Italie — U. Grazzi

Pour la Suisse — J. Hotz

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica

Il Ministro per gli affari esteri

De Gasperi

Annexe 1

Dispositions

relatives au réglement des affaires de réciprocité

1. Les demandes d'autorisation d'affaires de réciprocité devront être présentées par les parties contractantes suisses et italiennes aux administrations compétentes du pays respectif.

2. *a*) Lorsque l'administration compétente de l'un des deux pays aura donné son consentement à une affaire de réciprocité ayant pour objet l'échange de marchandises qui, en Italie, sont soumises au régime des licences (« *a licenza* »), elle en avisera l'autorité compétente de l'autre pays moyennant l'envoi d'une copie de son autorisation.

Les autorisations contiendront les indications suivantes:

numéro d'ordre;

quantité, désignation et valeur en francs suisses des marchandises à fournir par chaque pays;

noms des partenaires suisses et italiens;

durée de la validité de l'autorisation.

L'Institut qui recevra de l'autre la proposition pour une affaire de réciprocité en informera les maisons intéressées et les invitera à présenter leur demande dans le délai d'un mois. Si la demande n'est pas présentée dans ce délai, la proposition sera considérée comme annulée. L'Institut de l'autre pays en sera avisé.

b) Dès que l'administration compétente du pays co-contractant aura approuvé l'opération dont il s'agit, elle en avisera l'autorité qui aura avancé la proposition, moyennant l'envoi d'une copie de son autorisation. En cas de réponse négative à une demande déjà accueillie par l'autorité de l'autre pays, cette dernière en sera avisée.

3. Dans le cas où l'affaire de réciprocité aurait pour objet l'échange de marchandises qui peuvent être exportées d'Italie et importées en Italie « *a dogana* », respectivement importées librement en Suisse ou exportées de Suisse sans aucune restriction, l'autorisation y relative, donnée par l'administration compétente de l'un des deux pays, sera communiquée, selon la manière prévue au chiffre 2 *a*) ci-dessus. Elle comportera automatiquement l'octroi d'une autorisation analogue par les autorités du pays qui aura reçu la communication; ces dernières s'abstiendront de transmettre une confirmation. Les autorités suisses communiqueront aux autorités italiennes la liste des marchandises soumises en Suisse au régime de la restriction à l'importation et pour lesquelles l'octroi de l'autorisation de l'affaire de réciprocité ne comporte pas sans autre l'octroi de l'autorisation d'importation.

Pour les affaires bénéficiant du système automatique susmentionné, seul fera foi le numéro d'ordre qui leur aura été donné par l'autorité du pays où l'autorisation a été octroyée en premier lieu.

4. Au cas où une affaire de réciprocité qui a été approuvée de part et d'autre subirait une modification quelconque concernant les données mentionnées au chiffre 2, les administrations compétentes des deux pays s'en informeront sans délai.

Lesdites administrations éviteront, dans la mesure du possible, que ces modifications soient apportées aux affaires de réciprocité déjà approuvées de part et d'autre.

5. Le réglement des paiements afférents aux affaires de réciprocité autorisées de part et d'autre sera affecté de la façon suivante:

a) les paiements des débiteurs suisses de la contrevaleur de la marchandise italienne seront effectués au compte « Compensations Italie » de l'Ufficio Italiano dei Cambi auprès de la Banque Nationale Suisse. La Banque Nationale Suisse communiquera à l'Ufficio Italiano dei Cambi les montants reçus, moyennant l'envoi d'avis de versement. Ces avis de versement tiendront lieu d'ordres de paiement. L'Ufficio Italiano dei Cambi exécutera les ordres de paiement dans la mesure des montants reçus du débiteur italien participant à l'affaire de réciprocité en question;

b) le débiteur italien versera à l'Ufficio Italiano dei Cambi la contrevaleur en lires de la somme due à son créancier au change convenu entre les parties intéressées. Sitôt le paiement reçu, l'Ufficio Italiano dei Cambi en donnera communication à la Banque Nationale Suisse, moyennant l'envoi d'avis de versement libellés en francs suisses. Ces avis tiendront lieu d'ordres de paiement pour la Banque Nationale Suisse. Cet institut exécutera ces ordres de paiement par le débit du compte « Compensations Italie » ouvert auprès de lui au nom de l'Ufficio Italiano dei Cambi et dans la mesure des paiements reçus du débiteur suisse participant à l'affaire de réciprocité en question.

Toutefois l'Ufficio Italiano dei Cambi autorise la Banque Nationale Suisse d'une manière générale de disposer, avant d'avoir reçu l'ordre de paiement, des sommes versées à son compte « Compensations Italie » par les débiteurs suisses, pour effectuer les paiements dus aux créanciers suisses en vertu d'exportations en Italie dans le cadre des affaires de réciprocité. Dans les cas de ce genre la Banque Nationale Suisse se déclare prête à créditer à nouveau — sur demande motivée de l'Ufficio Italiano dei Cambi — le compte « Compensations Italie » des montants payés aux créanciers suisses en vertu de l'autorisation susdite.

6. Dans les affaires de réciprocité on tiendra compte des frais de transport et d'autres frais accessoires.

En ce qui concerne les commissions dues à des représentants ou intermédiaires dans l'autre pays, ces commissions pourront, au choix des parties contractantes:

a) être incluses dans la valeur d'une affaire de réciprocité et réglées moyennant une fourniture supplémentaire de marchandises dans le cadre de l'affaire même;

b) former l'objet d'une affaire de réciprocité à part;

c) être transférées par la voie du compte « Transferts divers » aux conditions mentionnées au chiffre 9, lettre *g)* du Protocole de paiement entre l'Italie et la Suisse, signé ce jour;

d) être réglées en dehors du cadre de l'affaire de réciprocité originale avec le consentement de l'Ufficio Italiano dei Cambi et de l'Office Suisse de Compensation, moyennant des livraisons de marchandises de la part du débiteur de la commission à son représentant ou intermédiaire dans l'autre pays. L'accord de l'Ufficio Italiano dei Cambi et de l'Office Suisse de Compensation à des livraisons de ce genre sera donné sans autre à la requête des intéressés, lorsqu'il s'agit de marchandises « *a dogana* ».

Pour les marchandises dont l'importation ou l'exportation en Italie sont « *a licenza* », une demande devra être présentée au Ministero del Commercio con l'Estero qui examinera l'opportunité d'y donner suite.

7. Si les livraisons réciproques prévues pour une affaire de réciprocité n'étaient pas effectuées entièrement, les administrations compétentes des deux pays s'entendraient pour assurer un réglement équitable de l'opération à la partie qui a exécuté — même partiellement — ses obligations, sans en recevoir la contrepartie. Notamment elles accorderont toute facilité pour l'exécution d'une nouvelle affaire, au moyen des montants restés inutilisés.

ANNEXE 2

Marchandises italiennes
à importer en Suisse avec paiement en devises.

Riz pos. 5; 12
Huile d'olives pos. 72; 74
Charcuterie pos. 80 *a/b*
Fromages « Gorgonzola », « Pecorino », « Parmigiano », « Provolone », « Caciocavallo » ex pos. 98 *a/b* et 99 *a/b*¹
Paille, pos. 211 *a* (1)
Tan, écorce à tan (leccio pedagnolo) pos. 225
Placages en bois pos. 241
Fils de coton pos. 347-358
Chanvre brut et peigné ex pos. 396 *a*
Etoupe de chanvre ex pos. 396 *d*
Fils de chanvre pos. 397 *a*, ex 398 *a*
Déchets de soie grège (« strazza » et « strusa ») pos. 434 *a*
Soie grège et moulinée pos. 436, 438 *a*, 438 *b*
Fils de rayonne pos. 446 *a*, *b*, 446 *c-h*
Fils de laine pos. 460-469
Fils élastiques pos. 519
Pneumatiques pour automobiles, motocyclettes et bicyclettes ex pos. 518 et 522
Bentonite, fluorine et feldspath ex pos. 609
Tuiles et briques pour construction pos. 647-649; 651-654
Carreaux et dalles pour parements et parois pos. 656-659; 669-671
Isolateurs en porcelaine pos. 679 *a/b*
Pyrite ex pos. 707
Roulements à billes pos. 809 a^1-a^3
Câbles électriques ex pos. 824-828
Moteurs électriques jusqu'à 10 CV ex pos. 897 *a* et 898 *a* Mdy
Automobiles de tourisme et leurs pièces détachées (1) ex pos. 914 *a-d*
Racines de réglisse ex pos. 966
Soufre brut et raffiné pos. 993 et 994
Iode et sels d'iode ex pos. 1009
Huile essentielle de bergamotte ex pos. 1052
Extrait et sumac liquide ex pos. 1055 *b*
Baryte (sulfate de barium) et graphite ex pos. 1089 et 1090 ainsi que ex 1021
Oxyde de titane ex pos. 1104 *b*
Huile d'olives dénaturée; huile d'amandes; ex pos. 1116.

(1) 50 % en devises et 50 % en affaires de réciprocité dans chaque cas d'espèce.

(1) En ce qui concerne les automobiles de tourisme et leurs pièces détachées, on se réserve un paiement partiel en devises à convenir cas par cas.

ANNEXE 3

Marchandises soumises
au système « a dogana » à l'importation en Italie

Bétail d'élevage
Fromages typiques suisses (y compris les fromages fondus en boîtes)
Boyaux, présure et caillettes
Bois en tronc et bois équarris et sciés
Bois à brûler et déchets de bois, à l'exception des sciures
Pâtes de bois mécanique et pâte chimique
Journaux et publications périodiques, même illustrées
Musique imprimée, même avec dessins ou décorations
Livres imprimés, même illustrés
Déchets de papier
Chiffons de produits textiles
Déchets de coton brut
Laine brute et lavée
Déchets et bourre de laine
Déchets de soie brute
Crin et déchets de crin d'animaux
Poils et déchets de poils
Compteurs électriques
Compteurs — enregistreurs électriques
Turbines à gas
Machines pour comptabilité à fiches perforées
Machines à calculer écrivant, électriques, à capacité supérieure a 11 chiffres
Machines agricoles:
- Motobatteuses
- Motoculteurs
- Machines à emballer le fourrage
- Faneuses (voltafieno e spandiletame)
- Machines à arracher les pommes de terre
- Machines à ensemencer les pommes de terre

Machines électriques à traire
Machines à pasteuriser le lait
Machines pour la préparation des cuirs et des peaux
Appareils électriques à mesurer les grandeurs non électriques
Machines électriques à laver et essuyer la vaisselle
Appareils orthopédiques

Machines « offset » à deux ou plusieurs couleurs et rotatives pour l'impression des journaux, presses rapides
Machines à monter les garnitures de cardes
Filières pour métiers à filer
Machines automatiques à tricoter
Métiers et machines pour bonneterie et chaussettes rectilignes fonctionnant à aiguilles à bec (a becco), pour tissus à chaîne, métiers milanesi, métiers rachel et autres métiers à « maglie indemagliabili »
Métiers pour la fabrication de passementerie
Machines et appareils pour préparer la filature de fibres dures
Machines et appareils pour la préparation des ciments, chaux, craies, et leurs pièces détachées
Machines-outils:
Tours automatiques monomandrin à stations multiples
Fraiseuses doubles à copier
Raboteuses à mouvements hydrauliques
Machines à aléser à têtes multiples
Trépans (Perceuses) à aléser
Presses horizontales
Tours automatiques pour visserie
Tours automatiques à mandrins multiples
Tours verticaux à haute vitesse
Raboteuses à double tranche à haute vitesse
Machines à rectifier pour filets
Machines à fileter à peigne
Machines à aléser avec outils en diamant
Machines à lisser
Machines hydrauliques à haute vitesse
Machines à raser pour engrenages
Machines à superfinir
Machines à balancer
Machines à poncer (marcare)
Fraiseuses à haute puissance pour outils négatifs
Fraiseuses à copier pour meules
Machines à rectifier pour engrenages
Huiles essentielles, à l'exclusion des huiles d'agrumes et similaires
Parfums synthétiques et constituants d'essences à l'exception de la vanilline
Alcaloïdes végétaux
Alcool méthylique
Pyridine
Acide crysile
Paraxylène
Résine de « cumarone »
Photogélatine
Sels de thorium et de cérium
Montres, pendules, horloges et fournitures pour l'horlogerie y compris provisoirement les réveils-matin dont le mouvement a un diamètre inférieur à 60 mm
Cigares et cigarettes importés par l'Administration des monopoles d'Italie.

LE PRÉSIDENT
DE LA DÉLÉGATION SUISSE

Rome, le 5 novembre 1949

No. C. 7

Monsieur le Président,

La Suisse a toujours pratiqué une politique commerciale très libérale à l'égard de tous les autres pays. Elle a fait bénéficier tout particulièrement l'Italie de ce régime de la porte ouverte depuis de nombreuses années.

J'ai l'honneur de vous confirmer que mon Gouvernement continuera à appliquer ce régime à l'Italie, pendant la durée de validité des arrangements conclus ce jour, dans toute la mesure possible.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

J. Hotz

Monsieur Umberto Grazzi
Ministre Plenipotentiaire
Président de la Délégation italienne — Rome

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica
Il Ministro per gli affari esteri
De Gasperi

LE PRÉSIDENT
DE LA DÉLÉGATION ITALIENNE

Rome, le 5 novembre 1949

No. C. 7

Monsieur le Président,

J'ai eu l'honneur de recevoir votre lettre en date de ce jour ainsi conçue:

« La Suisse a toujours pratiqué une politique commerciale très libérale à l'égard de tous les autres pays. Elle a fait bénéficier tout particulièrement l'Italie de ce régime de la porte ouverte depuis de nombreuses années.

J'ai l'honneur de vous confirmer que mon Gouvernement continuera à appliquer ce régime à l'Italie, pendant la durée de validité des arrangements conclus ce jour, dans toute la mesure possible ».

En prenant acte de cette communication, je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

U. Grazzi

Monsieur Jean Hotz
Ministre Plénipotentiaire
Président de la Délégation suisse — Rome

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica
Il Ministro per gli affari esteri
De Gasperi

LE PRÉSIDENT
DE LA DÉLÉGATION SUISSE

Rome, le 5 novembre 1949

No. C. 9

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de vous confirmer que les Autorités fédérales compétentes ne mettront aucune entrave à l'importation d'Italie de pommes fraîches d'origine italienne jusqu'au printemps 1950.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

J. Hotz

Monsieur Umberto Grazzi
Ministre Plenipotentiaire
Président de la Délégation italienne — Rome

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica
Il Ministro per gli affari esteri
De Gasperi

PROTOCOLE DE PAIEMENT

I. — COMPTE DEVISES.

1. Conformément à ce qui est prévu à l'art. 8 de l'Accord commercial entre la Suisse et l'Italie signé le 15 octobre 1947, la contrevaleur des marchandises italiennes importées en Suisse énumérées dans l'annexe 2 au dit Accord, révisée en date de ce jour, sera payée à la Banque Nationale Suisse en francs suisses.

50 % de chaque versement seront mis à la libre disposition du créancier italien par l'entremise d'une banque italienne agréée.

50 % seront versés au « Compte devises I » ouvert auprès de la Banque Nationale Suisse au nom de l'Ufficio Italiano dei Cambi, qui en versera immédiatement aux créanciers italiens respectifs la contrevaleur en lires italiennes au cours calculé selon les dispositions du chiffre 14 ci-dessous.

2. Au crédit dudit « Compte devises I » seront aussi portées:

a) la contrevaleur correspondant au 25 % du montant de l'importation en Suisse des produits provenant de bien-fonds situés dans la zone de frontière italienne et appartenant à des personnes domiciliées dans la zone de frontière suisse;

b) 50 % du solde du « Compte marchandises » excédant le fonds de roulement devant rester sur ce compte, selon les dispositions du chiffre 7 ci-dessous.

3. Les montants en francs suisses versés au « Compte devises I » seront utilisés comme suit:

a) 50 % seront virés au « Compte Transferts divers » mentionné au chiffre 8 ci-dessous;

b) 12,50 % seront virés au « Compte global » ancien (sous-comptes *A* et *B*) jusqu'à l'amortissement complet des ordres de paiement émis au débit de ces comptes;

c) à la couverture mensuelle du solde débiteur que pourrait accuser le compte « Frais portuaires et de transit » mentionné au chiffre 4 ci-dessous;

d) le solde sera viré au « Compte devises II » de l'Ufficio Italiano dei Cambi auprès de la Banque nationale suisse. Les avoirs figurant à ce compte seront à la libre disposition de l'Ufficio Italiano dei Cambi.

II. — COMPTE FRAIS PORTUAIRES ET DE TRANSIT.

4. Pour autant que les paiements suivants ne se rapportent pas aux échanges entre la Suisse et l'Italie effectués sur la base d'affaires de réciprocité, seront réglés mutuellement par la voie du compte « Frais portuaires et de transit » ouvert au nom de l'Ufficio Italiano dei Cambi auprès de la Banque Nationale Suisse:

a) les frais de transport terrestre sur territoire suisse et italien;

b) les frais de transport fluvial, maritime et aérien et les frais de navigation sur les lacs, fleuves et canaux suisses et italiens pour autant qu'ils représentent la rémunération de services prêtés par des personnes physiques ou morales domiciliées en Suisse ou en Italie (sont compris sous cette dénomination tous les frais de transport se rapportant au trafic voyageurs, marchandises et animaux, y compris la rémunération des frais pour les expéditions effectuées en dehors de la Suisse ou de l'Italie par des moyens de transport suisses ou italiens);

c) les autres frais accessoires du trafic marchandises tels que frais de transbordement et de réexpédition, frais portuaires, staries, frais de dédouanement, frais d'expédition, droits d'entrée, frais d'entreposage, de stationnement et de camionnage, remboursement de frais de transport (détaxes) et tous autres frais en relation avec le trafic de transport;

d) les frais d'affrètement de bateaux et d'avions italiens ou suisses dus par des personnes ou des maisons domiciliées en Suisse ou en Italie;

e) les frais de location de wagons de chemin de fer, de wagons-citernes, de wagons frigorifiques, de camion automobiles, de voitures de déménagement, de « lift-vans », etc., de propriété italienne ou suisse, ainsi que les frais de location et de réparation de bâches, d'agrès etc. dus par des personnes ou des maisons domiciliées en Suisse ou en Italie;

f) les salaires aux membres de l'équipage de bateaux (allocations aux matelots, y compris les avances);

g) les frais d'entretien et de réparation de wagons de chemin de fer, de bateaux et d'avions (révision, ravitaillement);

h) les soldes des décomptes entre les administrations suisses et italiennes des Chemins de fer, Postes, Télégraphes et Téléphones ainsi que des administrations de transports publics;

i) les paiements de primes et d'indemnités en relation avec l'assurance de transports et d'entreposage de marchandises dans le trafic italo-suisse;

k) les paiements pour achats et constructions de bateaux et de wagons frigorifiques.

5. Au cas où le compte « Frais portuaires et de transit » accuserait à la fin d'un mois un solde créditeur, ce solde sera viré au susdit « Compte devises II » de l'Ufficio Italiano dei Cambi.

III. — COMPTE MARCHANDISES.

6. Auprès de la Banque Nationale Suisse sera ouvert un compte en francs suisses au nom de l'Ufficio Italiano dei Cambi dénommé « Compte marchandises ».

Ce compte sera alimenté par les paiements effectués en Suisse en contrevaleur de livraisons de marchandises italiennes non comprises dans l'annexe 2, revisée en date de ce jour, de l'Accord commercial entre la Suisse et l'Italie du 15 octobre 1947, importées en Suisse hors compensation et n'excédant pas la valeur de Frs.s. 4.000.

Seront payés par le débit de ce compte les livraisons de marchandises suisses importées en Italie hors compensation et n'excédant pas la valeur de Frs.s. 400. Il est entendu que chaque importateur italien ne pourra dépasser le plafond de Frs.s. 400 dans le courant d'un mois.

Les paiements effectués par l'entremise de ce compte ne devront pas constituer des fractionnements de paiements dus pour des livraisons d'une valeur supérieure aux montants susindiqués et devant faire l'objet d'affaires de réciprocité. L'Office Suisse de Compensation et l'Ufficio Italiano dei Cambi exerceront un contrôle dans ce but.

L'Office Suisse de Compensation et l'Ufficio Italiano dei Cambi pourront, d'entente commune, déroger exceptionnellement aux dispositions du 2ème et 3ème alinéa de ce chiffre.

7. La Banque nationale suisse établira à la fin de chaque trimestre le solde créditeur du « Compte marchandises » qui sera reporté à nouveau jusqu'à concurrence de 50.000 francs à titre de fonds de roulement.

Le montant restant sera réparti comme suit:

50 % seront virés au compte « Transferts divers » mentionné au chiffre 8 ci-dessous ou directement à l'un ou à l'autre de ses sous-comptes, selon entente préalable entre l'Office Suisse de Compensation et l'Ufficio Italiano dei Cambi.

50 % seront virés au « Compte devises I » de l'Ufficio Italiano dei Cambi.

IV — Compte transferts divers.

8. Le compte en francs suisses ouvert au nom de l'Ufficio Italiano dei Cambi auprès de la Banque nationale suisse et dénommé « Compte Transferts divers » sera alimenté par les virements prévus aux chiffres 3 *a*) et 7 ci-dessus, ainsi que par les paiements à effectuer de Suisse en Italie prévus au chiffre 9 ci-après.

9. Seront réglés par la voie de ce compte les paiements suivants:

a) les montants destinés au service des emprunts extérieurs (intérêts et amortissements) ainsi qu'aux paiements afférents aux placements financiers suisses en Italie selon l'Arrangement concernant les placements financiers suisses en Italie du 10 mai 1949;

b) les secours, les frais d'entretien et de subsistance, les pensions alimentaires, les contributions sociales, les frais d'hospitalisation et de cure, ainsi que les montants à transférer dans des cas de nécessité et en faveur de rapatriés suisses dans des cas d'espèce;

c) les frais de séjour en Suisse y compris les frais d'écolage;

d) les prestations suisses ou italiennes dans le domaine de la propriété intellectuelle (redevances pour licences industrielles et pour droits de distribution de films, produits de la vente de brevets, droits d'auteur), ainsi que les frais de régie dont l'Office Suisse de Compensation atteste l'admissibilité au transfert, et les taxes de brevets et de dépôt de marques, etc.;

e) les prestations de service suisses ou italiennes (honoraires, traitements, salaires, rémunérations d'administrateurs, cachets d'artistes et de sportifs) et les pensions résultant d'un contrat de travail, etc.;

f) les frais résultant du trafic de perfectionnement italo-suisse et les frais de réparation, à l'exclusion de ceux à régler par la voie du « Compte Frais portuaires et de transit » selon le chiffre 4 *l*) et *g*) ci-dessus;

g) les frais accessoires au trafic des marchandises italo-suisse, tels que commissions, provisions, ainsi que les intérêts et différences de cours dus en relation avec ce trafic. En ce qui concerne les provisions et commissions dues par des débiteurs en Italie à des créanciers en Suisse en relation avec des affaires de réciprocité, elles pourront être payées par la voie de ce compte jusqu'à concurrence de Fr.s. 500 par débiteur et par mois;

h) les bénéfices réalisés par des maisons domiciliées en Suisse ou en Italie sur des affaires de transit (achat de marchandises d'origine suisse en Suisse par des maisons domiciliées en Italie et leur vente dans des pays tiers, ainsi que l'achat de marchandises d'origine italienne en Italie par des maisons domiciliées en Suisse et leur vente dans des pays tiers), ainsi que les commissions dues en relation avec de telles affaires par des maisons domiciliées en Italie à des représentants en Suisse et vice-versa;

i) les dommages-intérêts ou indemnités en relation avec le trafic des marchandises italo-suisse ainsi que les dommages-intérêt ou indemnités d'autre nature dus par des personnes domiciliées en Suisse à des personnes domiciliées en Italie et vice-versa, à l'exception des dommages-intérêts ou des indemnités dus en relation avec une prestation payée en devises libres (par exemple les indemnités pour avaries de transports maritimes, dans les cas où le frêt a été payé en devises) et à l'exception des dommages-intérêts ou des indemnités dus sur des affaires de réciprocité qui devront être réglés dans le cadre de telles opérations;

k) les impôts, amendes et frais de justice;

l) les loyers et les fermages sous réserve des dispositions de l'art. 3 chiffre 1 de l'Arrangement concernant les placements financiers suisses en Italie du 10 mai 1949, ainsi que les frais d'éclairage et de chauffage de locaux;

m) les frais de propagande et de publicité;

n) les cotisations dues à des associations etc. domiciliées en Italie ou en Suisse;

o) les frais de montage de machines, d'installations industrielles etc., pour autant qu'ils ne sont pas compris dans le prix de vente;

p) tous les autres paiements sur lesquels l'Ufficio Italiano dei Cambi et l'Office Suisse de Compensation tomberont d'accord.

10. Les montants crédités au « Comptes Transferts divers » auprès de la Banque Nationale Suisse conformément aux chiffres 8 et 9 seront répartis comme suit:

a) 32 % pour assurer le transfert d'Italie en Suisse des paiements prévus au chiffre 9 lettre *a*) (sous-compte 10 *a*), finance);

b) 8 % pour assurer le transfert d'Italie en Suisse des paiements prévus au chiffre 9 lettre *b*) (sous-compte 10-*b*, entretiens);

c) 25 % pour assurer le transfert d'Italie en Suisse des paiements prévus au chiffre 9, lettre *c*) (sous-compte 10 *c*), tourisme);

d) 35 % pour assurer le transfert d'Italie en Suisse des autres paiements prévus au chiffre 9 (sous-compte 10 *d*, prestations diverses).

11. Si l'un ou l'autre des sous-comptes 10 *b* à 10 *d* mentionnés ci-dessus accuse un solde non utilisé, celuici pourra être viré à l'un des autres de ces sous-comptes, d'entente entre l'Office Suisse de Compensation et l'Ufficio Italiano dei Cambi.

12. A la fin de chaque année contractuelle les autorités compétentes des deux pays examineront l'état du compte « Transferts divers ». Si ce compte accuse un solde créancier supérieur aux besoins prévisibles, les deux Gouvernements se consulteront en vue de destiner l'excédent à d'autres paiements en Suisse. De même si l'alimentation du compte s'avère insuffisante, les deux Gouvernements se consulteront en vue de remédier à cet état de choses.

V. — Modalités de paiement.

13. Les versements des débiteurs suisses visés aux chapitres I à IV ci-dessus seront effectués en francs suisses auprès de la Banque Nationale Suisse.

Les paiements à effectuer par des débiteurs italiens visés aux chapitres II à IV ci-dessus seront effectués par l'achat de francs suisses auprès de l'Ufficio Italiano dei Cambi.

Pour les paiements à régler par l'entremise des comptes « Marchandises » et « Transferts divers » mentionnés aux chapitres III et IV ci-dessus, les versements en Italie seront acceptés dans la limite des disponibilités existantes dans ces deux comptes auprès de la

Banque Nationale Suisse et conformément à une liste chronologique de priorité dressée par l'Ufficio Italiano dei Cambi.

14. Tant en Suisse qu'en Italie, les versements des débiteurs visés aux chapitres I à IV ci-dessus, relatifs à des obligations libellées dans la monnaie du pays co-contractant, seront effectués au taux de change en vigueur entre la lire et le franc suisse le jour du versement.

Ledit taux de change sera la moyenne entre les cours de clôture du franc suisse d'exportation, cotés aux bourses de Rome et de Milan pendant les trois jours de bourse précédant la date du calcul.

Il sera revisé chaque fois que la différence entre le taux en vigueur et le taux moyen calculé selon l'alinéa précédent dépassera 2 %.

Le nouveau taux de change sera appliqué le lendemain du jour dans lequel ladite variation aura été constatée.

L'Ufficio Italiano dei Cambi communiquera par télégramme à l'Office Suisse de Compensation le nouveau taux de change le jour avant celui de son application.

L'Ufficio Italiano dei Cambi exécutera à réception les ordres de paiement de la Banque nationale suisse au cours en vigueur le jour où l'ordre de paiement lui parviendra.

15. Le débiteur d'une dette libellée dans la monnaie du pays co-contractant n'est libéré de son obligation qu'au moment où le créancier aura reçu le montant intégral de sa créance.

VI. — DISPOSITIONS FINALES.

16. L'Office Suisse de Compensation et l'Ufficio Italiano dei Cambi pourront déroger exceptionnellement et d'entente entre eux aux dispositions du chiffre 9 ci-dessus.

17 Le présent Protocole étendra ses effets à la Principauté de Liechtenstein aussi longtemps que celle-ci sera liée à la Suisse par un traité d'union douanière.

18. Le présent Protocole, qui sera valable pour la période d'une année, sera ratifié aussitôt que possible, en tant que ce sera nécessaire, toutefois les deux Gouvernements conviennent de le mettre en vigueur à titre provisoire à partir du 15 novembre 1949.

A son échéance, il sera renouvelé par tacite reconduction pour une autre année, s'il n'a pas été dénoncé avec un préavis de 3 mois.

Dans le cas où des faits nouveaux viendraient troubler gravement l'exécution du présent Protocole et rendre impossible la réalisation des prévisions faites par les deux Délégations en ce qui concerne l'évolution des échanges entre les deux pays, la Commission mixte se réunirait d'urgence en vue d'arrêter toutes mesures utiles.

19. Le Protocole concernant le règlement de certains paiements entre la Suisse et l'Italie du 15 octobre 1947, l'Avenant au protocole susdit signé à Berne le 10 mai 1949, ainsi que l'échange de notes du 20 septembre 1949 sont abrogés.

Fait à Rome, en double exemplaire, le 5 novembre 1949

Pour l'Italie:
U. GRAZZI

Pour la Suisse:
J. HOTZ

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica

Il Ministro per gli affari esteri
DE GASPERI

LE PRÉSIDENT
DE LA DÉLÉGATION SUISSE

Rome, le 5 novembre 1949

F. 15

Monsieur le Président,

Me référant aux négociations qui se sont terminées en date de ce jour, j'ai l'honneur de vous proposer ce qui suit:

Aux fins de réduire le solde passif accusé par le compte « Frais portuaires et de transit » un virement de 3 millions de francs suisses sera effectué incessamment à ce compte par le débit du compte « Transferts divers », sous-compte 10 *b* « entretiens ».

Le Gouvernement italien s'engage à reconstituer cette somme en devises libres au cas où elle serait nécessaire pour permettre l'exécution des paiements qui doivent être faits par le truchement des sous-comptes 10 *b*, *d* du compte « Transferts divers ».

Je vous prie de bien vouloir me confirmer votre accord sur ce qui précède.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

J. HOTZ

Monsieur Umberto GRAZZI
Ministre Plénipotentiaire
Président de la Délégation italienne — ROME

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica

Il Ministro per gli affari esteri
DE GASPERI

LE PRÉSIDENT
DE LA DÉLÉGATION ITALIENNE

Rome, le 5 novembre 1949

F. 15

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre lettre en date de ce jour ainsi conçue:

« Me référant aux négociations qui se sont terminées en date de ce jour, j'ai l'honneur de vous proposer ce qui suit:

Aux fins de réduire le solde passif accusé par le compte « Frais portuaires et de transit » un virement de 3 millions de francs suisses sera effectué incessamment à ce compte par le débit du compte « Transferts divers », sous-compte 10 *b* « entretiens ».

Le Gouvernement italien s'engage à reconstituer cette somme en devises libres au cas où elle serait nécessaire pour permettre l'exécution des paiements qui doivent être faits par le truchement des sous-comptes 10 *b*, *d* du compte « Transferts divers ».

Je vous confirme mon accord sur ce qui précède et vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

U. GRAZZI

Monsieur Jean HOTZ
Ministre Plénipotentiaire
Président de la Délégation suisse — ROME

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica

Il Ministro per gli affari esteri
DE GASPERI

LE PRÉSIDENT
DE LA DÉLÉGATION SUISSE

Rome, le 5 novembre 1949

F. 16

Monsieur le Président,

Me référant aux négociations qui se sont terminées en date de ce jour, j'ai l'honneur de vous proposer ce qui suit:

A la suite des modifications intervenues dans la législation italienne en ce qui concerne les comptes en lires internes de propriété étrangère existant en Italie, j'ai l'honneur de vous proposer d'y adapter les termes techniques de l'Arrangement concernant les placements financiers suisses en Italie du 6 avril/10 mai 1949, de la manière suivante:

— l'expression « conto estero Svizzera bis » remplacera désormais les deux expressions « conto svizzero personale » et « conto svizzero ordinario »,

— l'expression « deposito estero Svizzera bis » remplacera désormais les deux expressions « dossier svizzero personale » et « dossier svizzero ordinario ».

Je vous prie de bien vouloir me confirmer votre accord sur ce qui précède. Cette lettre et votre réponse feront partie intégrante de l'Arrangement concernant les placements financiers suisses en Italie conclu le 6 avril/10 mai 1949.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

J. HOTZ

Monsieur Umberto GRAZZI
Ministre Plénipotentiaire
Président de la Délégation italienne — ROME

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica
Il Ministro per gli affari esteri
DE GASPERI

LE PRÉSIDENT
DE LA DÉLÉGATION ITALIENNE

Rome, le 5 novembre 1949

F. 16

Monsieur le Président,

J'ai eu l'honneur de recevoir votre lettre en date de ce jour ainsi conçue:

« Me référant aux négociations qui se sont terminées en date de ce jour, j'ai l'honneur de vous proposer ce qui suit:

A la suite des modifications intervenues dans la législation italienne en ce qui concerne les comptes en lires internes de propriété étrangère existant en Italie, j'ai l'honneur de vous proposer d'y adapter les termes techniques de l'Arrangement concernant les placements financiers suisses en Italie du 6 avril/10 mai 1949, de la manière suivante:

— l'expression « conto estero Svizzera bis » remplacera désormais les deux expressions « conto svizzero personale » et « conto svizzero ordinario »,

— l'expression « deposito estero Svizzera bis » remplacera désormais les deux expressions « dossier svizzero personale » et « dossier svizzero ordinario ».

Je vous prie de bien vouloir me confirmer votre accord sur ce qui précède. Cette lettre et votre réponse feront partie intégrante de l'Arrangement concernant les placements financiers suisses en Italie conclu le 6 avril/10 mai 1949 ».

Je vous confirme mon accord sur ce qui précède et vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

U. GRAZZI

Monsieur Jean HOTZ
Ministre Plénipotentiaire
Président de la Délégation suisse — ROME

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica
Il Ministro per gli affari esteri
DE GASPERI

LE PRÉSIDENT
DE LA DÉLÉGATION SUISSE

Rome, le 5 novembre 1949

Monsieur le Président,

En me référant à la note C 291 remise par la Légation de Suisse à Rome au Ministère des Affaires Etrangères de la République italienne, en date du 22 septembre 1949, et aux échanges de vues qui ont eu lieu au cours des présentes négociations, concernant les transferts en faveur de rapatriés suisses prévus par l'échange de lettres F 1 du 15 octobre 1947, qui fait partie intégrante des accords entre l'Italie et la Suisse signés le 15 octobre 1947, j'ai l'honneur de vous confirmer que les Autorités fédérales considèrent comme étant toujours en vigueur tant les dispositions figurant au chiffre 1-2 (rapatriés) que celles reproduites au chiffre II (cas de rigueur).

En effet, il n'as pas été dans les intentions de la Délégation suisse qui a négocié l'Arrangement concernant les paiements financiers suisses en Italie, signé à Berne le 10 mai 1949, de voir abrogées les dispositions dont il s'agit. Selon l'avis de la Délégation suisse, leur abrogation n'a été convenue ni expressément ni tacitement.

Afin que les Autorités italiennes soient en mesure de se rendre mieux compte de la necessité de procéder aussi à l'avenir aux transferts des mensualités en faveur des rapatriés, une liste de cas concrets leur sera remise par la Légation de Suisse à Rome.

Il est entendu que les dispositions relatives aux cas de rigueur continuent aussi d'être appliquées.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

J. HOTZ

Monsieur Umberto GRAZZI
Ministre Plénipotentiaire
Président de la Délégation italienne — ROME

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica
Il Ministro per gli affari esteri
DE GASPERI

LE PRÉSIDENT
DE LA DÉLÉGATION ITALIENNE

Rome, le 5 novembre 1949

Monsieur le Président,

Le Gouvernement italien est décidé à marcher, à parité de conditions avec les autres Nations, dans la voie des libéralisations économiques.

Pour le moment, ainsi que nous l'avons fait ressortir à l'OECE, l'Italie se trouve dans une position d'évidente infériorité, car son tarif douanier, exprimé en lires-papier, date du 1921. Un nouveau tarif est en cours d'élaboration, et l'on attend que le Parlement italien se prononce soit sur le tarif soit sur les droits que nous avons conventionnés ou que nous allons conventionner avec les différents pays.

Seulement après l'entrée en vigueur des nouveaux droits (ce que nous espérons puisse se produire vers la moitié de l'année prochaine) l'Italie se trouvera au même niveau des autres pays, lesquels, ayant déjà une protection douanière suffisante, et ayant pour la plupart grandement dévalué leurs monnaies nationales, sont en condition dès maintenant de s'engager sur la voie d'une plus massive élimination des restrictions quantitatives.

C'est pourquoi, tout en ayant admis avec la Suisse des libéralisations qui paraissent au Gouvernement italien déjà dépasser les possibilités offertes par la situation actuelle, mon Gouvernement s'engage à réexaminer avec le Gouvernement helvétique, immédiatement après que les nouveaux droits tariffaires italiens seront entrés en application, la liste des libéralisations convenues aujourd'hui, en vue de convenir l'élargissement le plus large possible de la liste des produits à libéraliser.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

U. GRAZZI

Monsieur Jean HOTZ
Ministre Plénipotentiaire
Président de la Délégation suisse — ROME

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica

Il Ministro per gli affari esteri
DE GASPERI

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 11 febbraio 1952, n. 904.

Approvazione del nuovo statuto dell'Associazione « per Imola storico-artistica », con sede in Imola.

N. 904. Decreto del Presidente della Repubblica 11 febbraio 1952, col quale, sulla proposta del Ministro per la pubblica istruzione, viene approvato il nuovo statuto dell'Associazione « per Imola storico-artistica », con sede in Imola.

Visto, *il Guardasigilli*: ZOLI
Registrato alla Corte dei conti, addì 12 *luglio* 1952
Atti del Governo, registro n. 55, *foglio n.* 114. — FRASCA

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 29 marzo 1952, n. 905.

Erezione in ente morale dell'Asilo infantile « Alessandro Pennati », con sede in Lambrugo (Como).

N. 905. Decreto del Presidente della Repubblica 29 marzo 1952, col quale, sulla proposta del Ministro per l'interno, l'Asilo infantile « Alessandro Pennati », con sede in Lambrugo (Como) viene eretto in ente morale e ne viene approvato lo statuto organico.

Visto, *il Guardasigilli*: ZOLI
Registrato alla Corte dei conti, addì 30 *giugno* 1952
Atti del Governo, registro n. 54, *foglio n.* 113. — FRASCA

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 29 marzo 1952, n. 906.

Riconoscimento della personalità giuridica del Monastero della Visitazione, con sede in Reggio Calabria.

N. 906. Decreto del Presidente della Repubblica 29 marzo 1952, col quale, sulla proposta del Ministro per l'interno, viene riconosciuta la personalità giuridica del Monastero della Visitazione, con sede in Reggio Calabria, e viene autorizzato il trasferimento a favore del Monastero anzidetto di alcuni immobili situati in Reggio Calabria del valore dichiarato di L. 10.000.000, dall'Ente stesso posseduti « animo domini » da epoca preconcordataria sebbene attualmente intestati a terzi.

Visto, *il Guardasigilli*: ZOLI
Registrato alla Corte dei conti, addì 30 *giugno* 1952
Atti del Governo, registro n. 54, *foglio n.* 112. — FRASCA

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 29 giugno 1951.

Istituzione nel comune di Torre del Greco (Napoli) di un liceo classico governativo ed approvazione del relativo organico.

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

Veduto il regio decreto 6 maggio 1923, n. 1054;
Veduto il regio decreto 6 giugno 1925, n. 1084;
Veduto il regio decreto-legge 3 agosto 1931, n. 1069;
Ritenuto che occorre regolarizzare formalmente il funzionamento del liceo classico governativo di Torre del Greco, già in atto dal 1° ottobre 1947, con i relativi organici;
Sulla proposta del Ministro Segretario di Stato per la pubblica istruzione, di concerto con quello per il tesoro;

Decreta:

A decorrere dal 1° ottobre 1947, è istituito nel comune di Torre del Greco (Napoli) un liceo classico governativo ad unico corso da unirsi al ginnasio governativo già esistente e ne è approvato il relativo organico stabilito come segue:

un posto di preside di 1ª categoria senza insegnamento;
cinque cattedre di ruolo *A*;
un posto di segretario;
un posto di macchinista;
due posti di bidello.

Con la medesima decorrenza si sopprime nel locale ginnasio governativo il posto di preside di 2ª categoria con insegnamento.

Il Ministro proponente è incaricato dell'esecuzione del presente decreto che sarà inviato alla Corte dei conti per la registrazione.

Dato a Roma, addì 29 giugno 1951

EINAUDI

GONELLA — PELLA

Registrato alla Corte dei conti, addì 20 *marzo* 1952
Registro n. 12, *foglio n.* 34

(3306)

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 29 giugno 1951.

Statizzazione della scuola media pareggiata esistente nei comuni di Conegliano Veneto, Sacile, Schio e Valdagno ed approvazione del relativo organico.

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

Veduto il regio decreto 6 maggio 1923, n. 1054;
Veduto il regio decreto 6 giugno 1925, n. 1084;
Veduto il regio decreto-legge 3 agosto 1931, n. 1069;
Veduto il regio decreto-legge 4 ottobre 1934, n. 1745;
Veduta la legge 1° luglio 1940, n. 899;
Ritenuto che occorre regolarizzare formalmente il funzionamento delle scuole medie governative di Conegliano Veneto, Sacile, Schio e Valdagno, già in atto dal 1° ottobre 1947, con i relativi organici;
Sulla proposta del Ministro Segretario di Stato per la pubblica istruzione, di concerto con quello per il tesoro e con quello per l'interno;

Decreta:

A decorrere dal 1° ottobre 1947 è statizzata la scuola media pareggiata esistente nei comuni di Conegliano Veneto, Sacile, Schio e Valdagno a due corsi e ne è approvato il relativo organico stabilito come segue:
un posto di preside con insegnamento;
sei cattedre di italiano, latino, storia e geografia;
una cattedra di matematica;
una cattedra di disegno;
un posto di segretario;
tre posti di bidello.

Il Ministro proponente è incaricato della esecuzione del presente decreto, che sarà inviato alla Corte dei conti per la registrazione.

Dato a Roma, addì 29 giugno 1951

EINAUDI

GONELLA — PELLA — SCELBA

Registrato alla Corte dei conti, addì 5 maggio 1952
Registro n. 21, foglio n. 285

(3311)

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 29 giugno 1951.

Istituzione nel comune di Valdagno (Vicenza) di un liceo classico governativo e conversione in governativo del locale ginnasio pareggiato ed approvazione del relativo organico.

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

Veduto il regio decreto 6 maggio 1923, n. 1054;
Veduto il regio decreto 6 giugno 1925, n. 1084;
Veduto il regio decreto-legge 3 agosto 1931, n. 1069;
Veduto il regio decreto-legge 4 ottobre 1934, n. 1745;
Ritenuto che occorre regolarizzare formalmente il funzionamento del liceo classico governativo di Valdagno, già in atto dal 1° ottobre 1947, con i relativi organici;
Sulla proposta del Ministro Segretario di Stato per la pubblica istruzione, di concerto con quello per il tesoro;

Decreta:

A decorrere dal 1° ottobre 1947, è istituito nel comune di Valdagno (Vicenza) un liceo classico governativo e viene convertito in governativo il locale ginnasio pareggiato. L'uno e l'altro istituto funzioneranno uniti ad unico corso e ne è approvato il relativo organico stabilito come segue:
un posto di preside di 1ª categoria senza insegnamento;
sette cattedre di ruolo *A*;
un posto di segretario;
un posto di macchinista;
due posti di bidello.

Il Ministro proponente è incaricato della esecuzione del presente decreto, che sarà inviato alla Corte dei conti per la registrazione.

Dato a Roma, addì 29 giugno 1951

EINAUDI

GONELLA — PELLA

Registrato alla Corte dei conti, addì 20 marzo 1952
Registro n. 12, foglio n. 38

(3302)

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 29 giugno 1951.

Istituzione nel comune di Brindisi di un liceo scientifico governativo ed approvazione del relativo organico.

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

Veduto il regio decreto 6 maggio 1923, n. 1054;
Veduto il regio decreto 6 giugno 1925, n. 1084;
Veduto il regio decreto-legge 3 agosto 1931, n. 1069;
Veduto il regio decreto-legge 4 ottobre 1934, n. 1745;
Ritenuto che occorre regolarizzare formalmente il funzionamento del liceo scientifico governativo di Brindisi, già in atto dal 1° ottobre 1947, con i relativi organici;
Sulla proposta del Ministro Segretario di Stato per la pubblica istruzione, di concerto con quello per il tesoro;

Decreta:

A decorrere dal 1° ottobre 1947, è istituito nel comune di Brindisi un liceo scientifico governativo ad unico corso e ne è approvato il relativo organico, stabilito come segue:
un posto di preside di 1ª categoria con insegnamento;
sei cattedre di ruolo *A*;
una cattedra di ruolo *B*.

Il Ministro proponente è incaricato della esecuzione del presente decreto, che sarà inviato alla Corte dei conti per la registrazione.

Dato a Roma, addì 29 giugno 1951

EINAUDI

GONELLA — PELLA

Registrato alla Corte dei conti, addì 20 marzo 1952
Registro n. 12, foglio n. 40

(3298)

DECRETO MINISTERIALE 25 gennaio 1952.

Istituzione, presso il Ministero del lavoro e della previdenza sociale, di una Commissione di cui all'art. 4 della legge 5 giugno 1951, n. 376, sui ruoli speciali transitori.

IL MINISTRO
PER IL LAVORO E LA PREVIDENZA SOCIALE

Visto il decreto legislativo 7 aprile 1948, n. 262;
Vista la legge 4 novembre 1950, n. 868;
Vista la legge 5 giugno 1951, n. 376;
Ritenuta l'opportunità di addivenire alla nomina della Commissione di cui all'art. 4 della citata legge n. 376;

Decreta:

Art. 1.

E' istituita presso il Ministero del lavoro e della previdenza sociale una Commissione avente lo scopo di esprimere i pareri di cui all'art. 4, comma secondo, della legge 5 giugno 1951, n. 376, nelle premesse citata;

Art. 2.

La Commissione di cui all'articolo precedente, è composta come segue:

Emanuel dott. Fernando, consigliere della Corte dei conti, presidente;

Micheletti dott. Alberto, ispettore generale (grado 5° gruppo A), reggente la Direzione generale del personale e degli AA. GG., membro effettivo;

Benaglia dott. Alberto, ispettore generale (grado 5° gruppo A) del ruolo dell'Amministrazione centrale

Carloni dott. Carletto, ispettore generale (grado 5° gruppo A) del ruolo dell'Amministrazione centrale, membro supplente;

Ranieri dott. Riccardo, consigliere (grado 8° gruppo A) del ruolo dell'Amministrazione centrale, segretario.

Il presente decreto sarà trasmesso alla Corte dei conti per la registrazione.

Roma, addì 25 gennaio 1952

Il Ministro: RUBINACCI

Registrato alla Corte dei conti, addì 16 febbraio 1952
Registro Lavoro e previdenza n. 6, foglio n. 28.

(3432)

DECRETO MINISTERIALE 8 marzo 1952.

Attivazione del nuovo catasto terreni per i comuni di Artegna, Bordano, Buia, Gemona del Friuli, Montenars, Osoppo e Venzone del distretto di Gemona del Friuli, in provincia di Udine.

IL MINISTRO PER LE FINANZE

Visto il testo unico delle leggi sul nuovo catasto terreni, approvato con regio decreto 8 ottobre 1931, numero 1572, e successive modificazioni;

Visto il regolamento per la sua esecuzione, approvato con regio decreto 12 ottobre 1933, n. 1539;

Visto l'art. 141 del regolamento per la conservazione del nuovo catasto terreni, approvato con regio decreto 8 dicembre 1938, n. 2153;

Ritenuta l'opportunità di iniziare la conservazione del nuovo catasto terreni per i comuni di Artegna, Bordano, Buia, Gemona del Friuli, Montenars, Osoppo e Venzone, appartenenti alla circoscrizione distrettuale delle imposte dirette di Gemona del Friuli, in provincia di Udine;

Decreta:

La conservazione del nuovo catasto terreni, formato a norma del testo unico approvato con regio decreto 8 ottobre 1931, n. 1572, avrà inizio dal giorno 1° ottobre 1952 per i comuni di Artegna, Bordano, Buia, Gemona del Friuli, Montenars, Osoppo e Venzone, appartenenti alla circoscrizione distrettuale delle imposte dirette di Gemona del Friuli, in provincia di Udine.

Da tale data cessano le operazioni intese a mantenere al corrente il catasto preesistente.

Il direttore generale del Catasto e dei servizi tecnici erariali e quello delle Imposte dirette sono incaricati dell'esecuzione del presente decreto, che sarà registrato alla Corte dei conti ed inserito nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 8 marzo 1952

Il Ministro: VANONI

Registrato alla Corte dei conti, addì 18 aprile 1952
Registro Finanze n. 10, foglio n. 110. — LESEN

(3315)

DECRETO MINISTERIALE 31 marzo 1952.

Attivazione del nuovo catasto terreni per tutti i Comuni del distretto di Melito di Porto Salvo, in provincia di Reggio Calabria.

IL MINISTRO PER LE FINANZE

Visto il testo unico delle leggi sul nuovo catasto terreni, approvato con regio decreto 8 ottobre 1931, n. 1572, e successive modificazioni;

Visto il regolamento per la sua esecuzione, approvato con regio decreto 12 ottobre 1933, n. 1539;

Visto l'art. 141 del regolamento per la conservazione del nuovo catasto terreni, approvato con regio decreto 8 dicembre 1938, n. 2153;

Ritenuta l'opportunità di iniziare la conservazione del nuovo catasto terreni per tutti i Comuni che alla data del presente decreto fanno parte della circoscrizione distrettuale delle imposte dirette di Melito di Porto Salvo, in provincia di Reggio Calabria;

Decreta:

La conservazione del nuovo catasto terreni, formato a norma del testo unico approvato con regio decreto 8 ottobre 1931, n. 1572, avrà inizio dal giorno 1° novembre 1952 per tutti i Comuni che, alla data del presente decreto, fanno parte della circoscrizione distrettuale delle imposte dirette di Melito di Porto Salvo, in provincia di Reggio Calabria.

Da tale data cessano le operazioni intese a mantenere al corrente il catasto preesistente.

Il direttore generale del Catasto e dei servizi tecnici erariali e quello delle Imposte dirette sono incaricati dell'esecuzione del presente decreto, che sarà registrato alla Corte dei conti ed inserito nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 31 marzo 1952

Il Ministro: VANONI

Registrato alla Corte dei conti, addì 21 marzo 1952
Registro Finanze n. 13, foglio n. 369. — LESEN

(3411)

DECRETO MINISTERIALE 30 aprile 1952.

Riconoscimento del comune di San Cesario di Lecce ai fini della legge 9 agosto 1948, n. 1078, recante disposizioni eccezionali sulle proroghe degli sfratti.

IL MINISTRO PER L'INTERNO
DI CONCERTO CON
IL MINISTRO PER I LAVORI PUBBLICI

Visto l'art. 1 della legge 9 agosto 1948, n. 1078, recante disposizioni eccezionali sulle proroghe degli sfratti nei Comuni che presentano forte penuria di abitazioni;

Vista la proposta del Prefetto di Lecce;

Decreta:

Il comune di San Cesario di Lecce è riconosciuto centro con forte penuria di abitazioni, ai sensi e per gli effetti della legge sopracitata.

Roma, addì 30 aprile 1952

Il Ministro per l'interno
SCELBA

Il Ministro per i lavori pubblici
ALDISIO

(3241)

DECRETO MINISTERIALE 17 maggio 1952.

Caratteristiche tecniche e termini di validità e di cambio del francobollo celebrativo della 1ª Mostra internazionale del francobollo sportivo.

IL MINISTRO
PER LE POSTE E LE TELECOMUNICAZIONI
DI CONCERTO CON
IL MINISTRO PER IL TESORO

Visto l'art. 21 del Codice postale e delle telecomunicazioni, approvato col regio decreto 27 febbraio 1936, n. 645;

Visto l'art. 239 del regolamento per i servizi postali (titolo preliminare e parte prima), approvato col regio decreto 18 aprile 1940, n. 689;

Visto il decreto Presidenziale 23 febbraio 1952, n. 194, col quale è stata autorizzata l'emissione di un francobollo speciale a soggetto sportivo in occasione della 1ª Mostra internazionale del francobollo sportivo;

Decreta:

Art. 1.

Il francobollo emesso in occasione della 1ª Mostra internazionale del francobollo sportivo è stampato in rotocalco in due colori su carta bianca filigranata nel formato stampa di mm. 28 x 22.

La filigrana, in chiaro scuro, è costituita dalla ruota alata disposta e ripetuta su tutta la superficie del foglio.

La vignetta, racchiusa in una cornice lineare rettangolare, porta a destra la figura di un atleta eretta sulla persona e poggiata su un piedistallo; in basso, a sinistra, vi è la figura allegorica del Tevere con la cornucopia, la lupa, Romolo e Remo; a sinistra, dall'alto in basso, vi è la leggenda in chiaro « Mostra Internazionale del Francobollo Sportivo Roma 1952 » e sottoposto alla leggenda, vi è un intreccio di cinque anelli, emblema dei giuochi olimpionici, in colore pieno su fondo a mezza tinta; al centro, vi è il valore del francobollo in carattere chiaro « 25 lire »; sottoposta alla figura allegorica del Tevere, vi è la leggenda in chiaro « Poste »; in basso, su fondo scuro, vi è la leggenda a mezza tinta « Repubblica Italiana » e, sottoposta a questa, un nastrino con foglie d'alloro e quercia stilizzate, legate al centro.

Il francobollo è stampato nei seguenti colori:

fondo e figura allegorica del Tevere, in colore bruno rossastro;

figura dell'atleta e parte bassa del francobollo, in colore grigio lavagna.

Art. 2.

Il francobollo di cui all'art. 1 del presente decreto, valido agli effetti postali a tutto il 31 dicembre 1952, sarà ammesso al cambio, purchè non sciupato nè perforato, a tutto il 30 giugno 1953.

Il presente decreto sarà registrato alla Corte dei conti e pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 17 maggio 1952

Il Ministro per le poste e le telecomunicazioni
SPATARO

Il Ministro per il tesoro
PELLA

Registrato alla Corte dei conti, addì 5 luglio 1952
Registro Ufficio riscontro poste n. 17, foglio n. 37. — MANZELLA

(3536)

DECRETO MINISTERIALE 23 maggio 1952.

Trasferimento del comune di Montelongo dalle circoscrizioni dell'Ufficio distrettuale delle imposte dirette di Casacalenda e dell'Ufficio del registro di Santa Croce di Magliano a quella dei corrispondenti Uffici di Larino.

IL MINISTRO PER LE FINANZE

Visto l'art. 3 del regio decreto 1° luglio 1937, n. 1083, recante espressa delega al Ministro per le finanze di apportare le necessarie variazioni alle circoscrizioni finanziarie;

Visto il decreto Ministeriale 26 luglio 1937, registrato alla Corte dei conti il 3 novembre 1937, registro n. 11, foglio n. 32, con il quale è stata approvata la tabella degli Uffici distrettuali delle imposte dirette e degli Uffici del registro;

Ritenuta l'opportunità di modificare le attuali circoscrizioni dell'Ufficio delle imposte dirette di Casacalenda e dell'Ufficio del registro di Santa Croce di Magliano al fine di assicurare ai contribuenti del comune di Montelongo un migliore accesso agli uffici finanziari per la maggiore vicinanza e facilità di mezzi di comunicazione di tale Comune alla sede di Larino;

Decreta:

Il comune di Montelongo viene trasferito dalle circoscrizioni dell'Ufficio distrettuale delle imposte dirette di Casacalenda e dell'Ufficio del registro di Santa Croce di Magliano a quella dei corrispondenti Uffici di Larino.

Roma, addì 23 maggio 1952

Il Ministro: VANONI

Registrato alla Corte dei conti, addì 30 giugno 1952
Registro Finanze n. 17, foglio n. 207. — LESEN

(3409)

DECRETO MINISTERIALE 5 luglio 1952.

Modificazioni allo statuto dell'Istituto federale di credito agrario per il Piemonte e la Liguria, con sede in Torino.

IL MINISTRO PER IL TESORO

Visti i regi decreti-legge 29 luglio 1927, n. 1509 e 29 luglio 1928, n. 2085, convertiti, rispettivamente, nelle leggi 5 luglio 1928, n. 1760 e 20 dicembre 1928, n. 3130, riguardanti l'ordinamento del credito agrario;

Visto il regolamento per l'esecuzione del citato regio decreto-legge 29 luglio 1927, n. 1509, approvato con decreto Ministeriale 23 gennaio 1928, e modificato con decreto del Capo del Governo del 26 luglio 1937;

Visto il regio decreto-legge 12 marzo 1936, n. 375, sulla difesa del risparmio e sulla disciplina della funzione creditizia, e successive norme integratrici e modificatrici;

Visti i decreti legislativi 17 luglio 1947, n. 691, e 20 gennaio 1948, n. 10;

Visto il decreto legislativo 21 aprile 1948, n. 701, modificato con la legge 27 novembre 1951, n. 1350;

Visto il proprio decreto 9 aprile 1952, col quale è stato approvato lo statuto dell'Istituto federale di credito agrario per il Piemonte e la Liguria, con sede in Torino;

Vista la deliberazione adottata dall'assemblea straordinaria degli enti federati in data 23 maggio 1952;

Vista la deliberazione del Comitato interministeriale per il credito ed il risparmio;

Decreta:

Le seguenti disposizioni dello statuto dell'Istituto federale di credito agrario per il Piemonte e la Liguria, con sede in Torino, vengono modificate come appresso:

Art. 5 (primo comma). — « Il capitale dell'Istituto è di L. 980.000.000 ed è formato da n. 19.600 quote di partecipazione di L. 50.000 cadauna ».

Art. 19 (ultimo comma). — « Il Comitato centrale di sconto assume in sè, ove il Consiglio di amministrazione lo ritenga conveniente, anche le funzioni di Comitato provinciale per quanto riguarda la provincia di Torino e la Valle d'Aosta ».

Art. 21 (primo comma). — « In ogni capoluogo di provincia, o per raggruppamenti di più provincie, verrà istituito un Comitato provinciale di sconto, composto di sette membri effettivi e di un membro consultivo, tutti di nomina del Consiglio di amministrazione ».

Art. 21 (terzo comma). — « Dei membri effettivi suddetti, tre verranno scelti a rappresentare rispettivamente le organizzazioni locali sindacali degli agricoltori, dei coltivatori diretti e dei lavoratori agricoli; come membro consultivo interverrà l'ispettore agrario provinciale. Nel caso di Comitati interprovinciali, interverrà l'ispettore agrario compartimentale ».

Art. 21 (quinto comma). — « Le adunanze dei Comitati provinciali di sconto sono valide con l'intervento di almeno quattro membri effettivi; in caso di parità di voti, prevale quello di chi presiede ».

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 5 luglio 1952

Il Ministro: PELLA

(3408)

DISPOSIZIONI E COMUNICATI

MINISTERO DEGLI AFFARI ESTERI

Concessione di exequatur

In data 2 luglio 1952 il Presidente della Repubblica ha concesso l'exequatur al sig. Henry de la Croix, Console generale di Francia a Torino.

(3441)

MINISTERO DI GRAZIA E GIUSTIZIA

Trasferimento di notai

Con decreto Ministeriale del 15 luglio 1952:

Casale Telesforo Celestino, notaio residente nel comune di Mosso Santa Maria, distretto notarile di Biella, è traslocato nel comune di Biella;

Bernardini Luciano, notaio residente nel comune di Vernole, distretto notarile di Lecce, è traslocato nel comune di Lecce.

(3518)

Ruolo di anzianità

Giusta l'art. 9 del regio decreto 30 dicembre 1923, n. 2960, sullo stato giuridico degli impiegati civili dell'Amministrazione dello Stato, è stato pubblicato il ruolo di anzianità del personale della Magistratura e graduatoria del personale del Ministero e delle Amministrazioni dipendenti, secondo la situazione del 1° gennaio 1952.

Gli eventuali reclami — anche per quanto riflette in particolare lo stato civile — e le rettifiche della posizione di anzianità dovranno essere inoltrate nel termine di sessanta giorni dalla data di pubblicazione del presente avviso.

(3538)

MINISTERO DELLA DIFESA - AERONAUTICA

Trasferimento dal pubblico Demanio aeronautico ai beni patrimoniali dello Stato di una zona di terreno costituente l'ex idroscalo di Castiglione del Lago.

Con decreto del Ministro per la difesa-Aeronautica, di concerto col Ministro per le finanze, in data 15 maggio 1952, n. 259, registrato alla Corte dei conti addì 8 luglio 1952, al registro n. 1 Aeronautica, foglio n. 131, è stata dismessa dal pubblico Demanio aeronautico e trasferita tra i beni patrimoniali dello Stato una zona di terreno, sita nel comune di Castiglione del Lago, già espropriata dall'Amministrazione aeronautica per la costituzione dell'idroscalo di Castiglione del Lago, e distinta nel nuovo catasto ai numeri 29/*a*, 29/*b*, del foglio 45 ed al numero 324 del foglio 46, per la superficie complessiva di ettari 11.60.20.

(3517)

MINISTERO DEI LAVORI PUBBLICI

Modificazioni allo statuto dell'Istituto per le case popolari di Cremona

Con decreto del Ministro per i lavori pubblici n. 3590 in data 4 giugno 1952, registrato alla Corte dei conti il 25 giugno 1952, registro n. 77, foglio n. 23, sono state approvate le modifiche apportate all'art. 9 del vigente statuto organico dell'Istituto autonomo per le case popolari di Cremona.

(3416)

Approvazione delle varianti al piano parziale di ricostruzione di Genova centro e Sampierdarena

Con decreto Ministeriale 10 luglio 1952, n. 2161, sono state approvate con prescrizioni, salvo gli stralci di alcune zone da rinviare a nuovo studio, e il rinvio a nuova pubblicazione di alcune sistemazioni come è detto nelle premesse del decreto medesimo, le varianti al piano parziale di ricostruzione di Genova centro e Sampierdarena.

Per l'attuazione delle opere previste in dette varianti resta fermo il termine 24 gennaio 1954 fissato dal decreto Ministeriale 24 gennaio 1950, n. 4361.

(3415)

MINISTERO DEL TESORO

DIREZIONE GENERALE DEL TESORO
ISPETTORATO GENERALE RAPPORTI FINANZIARI CON L'ESTERO
PORTAFOGLIO DELLO STATO

N. 159

CAMBI VALUTARI (Esportazione)

Cambi di chiusura del 23 luglio 1952

	Dollaro U. S. A.	Dollaro Canadese
Borsa di Bologna	—	—
» Firenze	624,90	642 —
» Genova	624,90	643 —
» Milano	624,94	642,75
» Napoli	624,90	640 —
» Palermo	—	—
» Roma	624,92	643 —
» Torino	624,91	642,50
» Trieste	624,90	—
» Venezia	624,91	643 —

Media dei titoli del 23 luglio 1952

Rendita 3,50 % 1906	67,725
Id 3,50 % 1902	63,25
Id. 3 % lordo	66,05
Id. 5 % 1935	95,275
Redimibile 3,50 % 1934	72,55
Id. 3,50 % (Ricostruzione) (con tagliando)	71,75
Id. 3,50 % (Ricostruzione) (ex tagliando)	71 —
Id. 5 % (Ricostruzione)	93,95
Id. 5 % 1936	92,075
Buoni del Tesoro 5 % (scadenza 1° aprile 1959)	99,65
Id. 5 % (» 1° aprile 1960)	99,675
Id. 5 % (» 1° gennaio 1961)	99,65

L'ispettore generale contabile del Portafoglio dello Stato
DI CRISTINA

UFFICIO ITALIANO DEI CAMBI

Cambi del 23 luglio 1952

Cambi medi per le valute di conto valutario esportazione e rimesse (Decreto-legge 19 settembre 1949, n. 632)

1 dollaro U.S.A. . . Lit. 624,93
1 dollaro canadese » 642,87

Cambio per le contrattazioni in lire sterline (Decreto Ministeriale 19 settembre 1949, *Gazzetta Ufficiale* 19 settembre 1949, n. 215).

1 lira sterlina . . . Lit. 1.749,80

Cambi di compensazione

(Valevoli ai sensi degli accordi esistenti con i singoli Paesi)

Belgio	Lit.	12,50	per franco belga
Danimarca	»	90,46	» corona danese
Francia	»	1,785	» franco francese
Germania	»	148,77	» marco occid
Norvegia (c/nuovo)	»	87,48	» corona norvegese
Olanda	»	164,44	» fiorino olandese
Svezia (c/speciale)	»	120,78	» corona svedese
Svizzera (conto A)	»	142,90	» franco svizzero

MINISTERO DEI TRASPORTI

Ventisettesimo elenco degli autoveicoli iscritti ai fini amministrativi ai sensi dell'art. 3 della legge 22 gennaio 1942, n. 51 e dell'art. 5 del decreto legislativo Presidenziale 22 gennaio 1948, n. 118.

Prioglio Giuseppe, Marostica:
marca e tipo: Fiat 527; telaio n. 000241; motore n. 000765;
Società Silurificio Withehead, Livorno:
marca e tipo: Fiat 626 N; telaio n. 007118; motore n. 012432;
Bignotti Pietro, Calvagese:
marca e tipo: moto Gilera 500; telaio n. 1086, motore n. 7825;
Società Silurificio Withehead, Livorno:
marca e tipo: rimorchio Bertoja 65; telaio n. 2441765.

Si avverte che decorsi sei mesi dalla pubblicazione senza che alcuno abbia fatto valere dei diritti sugli autoveicoli sopradescritti mediante atto notificato a mezzo di ufficiale giudiziario, questo Ministero, disporrà la cancellazione della riserva « ai fini amministrativi » gravante sui medesimi.

I precedenti elenchi sono stati pubblicati nella *Gazzetta Ufficiale* n. 22 del 26 gennaio 1952, n. 67 del 18 marzo 1952, n. 116 del 19 maggio 1952 e n. 140 del 19 giugno 1952.

(3443)

MINISTERO DELLA PUBBLICA ISTRUZIONE

Diffida per smarrimento di diploma di laurea

Il dott. Biagio Mauro di Luigi, nato a Palermo il 19 novembre 1912, ha dichiarato di avere smarrito il proprio diploma di laurea in economia e commercio conseguito presso la Università di Palermo nel 1941.

Se ne dà notizia ai sensi dell'art. 50 del regio decreto 4 giugno 1938, n. 1269, diffidando gli eventuali possessori del diploma smarrito a consegnarlo alla Università di Palermo.

(3419)

COMITATO INTERMINISTERIALE PER IL CREDITO ED IL RISPARMIO

Sostituzione del presidente della Cassa comunale di credito agrario di Pozzomaggiore (Sassari)

IL DIRETTORE GENERALE DELLA BANCA D'ITALIA

Visti i regi decreti-legge 29 luglio 1927, n. 1509 e 29 luglio 1928, n. 2085, convertiti, rispettivamente, nelle leggi 5 luglio 1928, n. 1760 e 20 dicembre 1928, n. 3130, riguardanti l'ordinamento del credito agrario;

Visto l'art. 28 del regolamento per l'esecuzione del citato regio decreto-legge 29 luglio 1927, n. 1509, approvato con decreto Ministeriale 23 gennaio 1928 e modificato con decreto del Capo del Governo del 26 luglio 1937;

Visto il regio decreto-legge 12 marzo 1936, n. 375, sulla difesa del risparmio e sulla disciplina della funzione creditizia, modificato con le leggi 7 marzo 1938, n. 141, 7 aprile 1938, n. 636 e 10 giugno 1940, n. 933;

Visti i decreti legislativi 17 luglio 1947, n. 691 e 20 gennaio 1948, n. 10;

Visto il regio decreto 11 giugno 1936, n. 1067, modificato con decreto Presidenziale 19 aprile 1948, n. 482;

Vista la proposta formulata dall'Istituto di credito agrario per la Sardegna, con sede in Sassari;

Dispone:

E' revocato il proprio provvedimento in data 28 gennaio 1952, con il quale si disponeva, fra l'altro, la nomina del presidente della Cassa comunale di credito agrario di Pozzomaggiore (Sassari), ed è confermato presidente dell'ente medesimo il dott. Consalvo Ferdinando fu Giovanni.

Il presente provvedimento sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 26 giugno 1952

Il direttore generale: FORMENTINI

(3254)

CONCORSI ED ESAMI

PRESIDENZA DEL CONSIGLIO DEI MINISTRI

ALTO COMMISSARIATO PER L'IGIENE E LA SANITÀ PUBBLICA

Costituzione della Commissione giudicatrice del concorso a posti di ostetrica condotta vacanti nella provincia di Belluno al 30 novembre 1951.

L'ALTO COMMISSARIO
PER L'IGIENE E LA SANITA' PUBBLICA

Visto il decreto legislativo luogotenenziale 31 luglio 1945, n. 446;
Visti gli articoli 50 e 54 del regolamento 11 marzo 1935, n. 281;
Visto l'art. 69, primo comma, del testo unico delle leggi sanitarie, approvato con regio decreto 27 luglio 1934, n. 1265;
Visto il decreto del Prefetto di Belluno in data 22 aprile 1952, n. 5842, con il quale è indetto pubblico concorso a posti di ostetrica condotta vacanti nella Provincia al 30 novembre 1951;

Decreta:

La Commissione giudicatrice del concorso per il conferimento dei posti di ostetrica condotta vacanti nella provincia di Belluno, è costituita come appresso:

Presidente:
Zampaglione dott. Giovanni, vice prefetto.

Componenti:
Balistreri dott. Carmelo, medico provinciale;
Ponzian prof. dott. Antonio, primario ostetrico ginecologo dell'ospedale civile di Belluno;
Binotto prof. dott. Alberto, specialista in ostetricia e ginecologia;
Collodel Carmela, ostetrica condotta.

Segretario:
Casuccio dott. Arnaldo.

La Commissione giudicatrice inizierà i suoi lavori non prima di un mese dalla data di pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica del presente decreto ed avrà la sua sede in Belluno.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana e, per otto giorni consecutivi, nell'albo della Prefettura interessata.

Roma, addì 2 luglio 1952

L'Alto Commissario: MIGLIORI

(3387)

Costituzione della Commissione giudicatrice del concorso a posti di medico condotto vacanti nella provincia di Belluno al 30 novembre 1951.

L'ALTO COMMISSARIO
PER L'IGIENE E LA SANITA' PUBBLICA

Visto il decreto legislativo luogotenenziale 31 luglio 1945, n. 446;
Visti gli articoli 44 e 54 del regolamento 11 marzo 1935, n. 281;
Visto l'art. 69, primo comma, del testo unico delle leggi sanitarie, approvato con regio decreto 27 luglio 1934, n. 1265;
Visto il decreto del Prefetto di Belluno in data 22 aprile 1952, n. 5842, con il quale è indetto pubblico concorso a posti di medico condotto vacanti nella Provincia al 30 novembre 1951;

Decreta:

La Commissione giudicatrice del concorso per il conferimento dei posti di medico condotto vacanti nella provincia di Belluno, è costituita come appresso:

Presidente:
Zampaglione dott. Giovanni, vice prefetto.

Componenti:
Balistreri dott. Carmelo, medico provinciale;
Maselli prof. dott. Domenico, primario medico dell'ospedale civile di Belluno;
Binotto prof. dott. Alberto, primario chirurgo dell'ospedale civile di Feltre;
Zancanaro dott. Sisto, medico condotto.

Segretario:
Casuccio dott. Arnaldo.

La Commissione giudicatrice inizierà i suoi lavori non prima di un mese dalla data di pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica del presente decreto ed avrà la sua sede in Belluno.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana e, per otto giorni consecutivi, nell'albo della Prefettura interessata.

Roma, addì 2 luglio 1952

L'Alto Commissario: MIGLIORI

(3386)

Costituzione della Commissione giudicatrice del concorso a posti di medico condotto vacanti nella provincia di Ancona al 30 novembre 1950.

L'ALTO COMMISSARIO
PER L'IGIENE E LA SANITA' PUBBLICA

Visto il decreto legislativo luogotenenziale 31 luglio 1945, n. 446;
Visto gli articoli 44 e 54 del regolamento 11 marzo 1935, n. 281;
Visto l'art. 69, primo comma, del testo unico delle leggi sanitarie, approvato con regio decreto 27 luglio 1934, n. 1265;
Visto il decreto del Prefetto di Ancona in data 3 ottobre 1951, n. 31195, con il quale è indetto pubblico concorso a posti di medico condotto vacanti nella Provincia al 30 novembre 1950;

Decreta:

La Commissione giudicatrice del concorso per il conferimento dei posti di medico condotto vacanti nella provincia di Ancona è costituita come appresso:

Presidente:
Indraccolo dott. Francesco, vice prefetto ispettore.

Componenti:
Balice dott. Alberto, medico provinciale;
Russi dott. Franco, primario medico dell'ospedale civile di Ancona;
Caucci prof. Alberto, primario chirurgo dell'ospedale Salesi di Ancona;
Fiorini dott. Luigi, medico condotto.

Segretario:
Sfrappini dott. Alessandro.

La Commissione giudicatrice inizierà i suoi lavori non prima di un mese dalla data di pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica del presente decreto ed avrà la sua sede in Ancona.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana e, per otto giorni consecutivi, nell'albo della Prefettura interessata.

Roma, addì 2 luglio 1952

L'Alto Commissario: MIGLIORI

(3385)

Costituzione della Commissione giudicatrice del concorso a posti di medico condotto vacanti nella provincia di Latina al 30 novembre 1951.

L'ALTO COMMISSARIO
PER L'IGIENE E LA SANITA' PUBBLICA

Visto il decreto legislativo luogotenenziale 31 luglio 1945, n. 446;
Visto gli articoli 44 e 54 del regolamento 11 marzo 1935, n. 281;
Visto l'art. 69, primo comma, del testo unico delle leggi sanitarie, approvato con regio decreto 27 luglio 1934, n. 1265;

Visto il decreto del Prefetto di Latina in data 16 febbraio 1952, n. 5143/3, con il quale è indetto pubblico concorso a posti di medico condotto vacanti nella Provincia al 30 novembre 1951;

Decreta:

La Commissione giudicatrice del concorso per il conferimento dei posti di medico condotto vacanti nella provincia di Latina è costituita come appresso.

Presidente:
Vecchi dott. Francesco, vice prefetto.

Componenti:
Longo dott. Antonino, medico provinciale;
Quiri prof. dott. Antonio, docente in clinica chirurgica;
Parlavecchio prof. dott. Alfredo, docente in patologia medica;
Elia dott. Innocenzo, medico condotto.

Segretario:
De Luca dott. Pietro.

La Commissione giudicatrice inizierà i suoi lavori non prima di un mese dalla data di pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica del presente decreto ed avrà la sua sede in Roma.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana e, per otto giorni consecutivi, nell'albo della Prefettura interessata.

Roma, addì 30 giugno 1952

L'Alto Commissario: MIGLIORI

(3384)

Costituzione della Commissione giudicatrice del concorso al posto di veterinario del consorzio tra i comuni di Auronzo, Lorenzago, Lozzo di Cadore, Vigo Cadore, vacante nella provincia di Belluno al 30 novembre 1950.

L'ALTO COMMISSARIO
PER L'IGIENE E LA SANITA' PUBBLICA

Visto il decreto legislativo luogotenenziale 31 luglio 1945, n. 446;

Visti gli articoli 47 e 54 del regolamento 11 marzo 1935, n. 281;

Visto l'art. 69, primo comma, del testo unico delle leggi sanitarie, approvato con regio decreto 27 luglio 1934, n. 1265;

Visto il decreto del Prefetto di Belluno in data 27 aprile 1951, n. 9297, col quale è indetto pubblico concorso al posto di veterinario condotto del consorzio tra i comuni di Auronzo, Lorenzago, Lozzo di Cadore, Vigo Cadore, vacante nella Provincia al 30 novembre 1950;

Decreta:

La Commissione giudicatrice del concorso per il conferimento del posto di veterinario condotto di cui alle premesse, è costituita come appresso:

Presidente:
Zampaglione dott. Giovanni, vice prefetto.

Componenti:
Carobene dott. Saverio, veterinario provinciale;
Menzani prof. dott. Cesare, docente di igiene e polizia sanitaria veterinaria;
Bozzelli prof. dott. Roberto, docente in clinica medica veterinaria;
Tonini dott. Ruggero, veterinario condotto.

Segretario:
Casuccio dott. Arnaldo.

La Commissione giudicatrice inizierà i suoi lavori non prima di un mese dalla data di pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica del presente decreto ed avrà la sua sede in Belluno.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana e, per otto giorni consecutivi, nell'albo della Prefettura interessata.

Roma, addì 2 luglio 1952

L'Alto Commissario: MIGLIORI

(3383)

MINISTERO DELLA PUBBLICA ISTRUZIONE

Graduatoria di merito del concorso nazionale per titoli a un posto di ruolo speciale transitorio per l'insegnamento di « lingua e letteratura inglese » per cattedre di ruolo B nelle scuole tecniche commerciali (classe di concorso A IV i).

IL MINISTRO PER LA PUBBLICA ISTRUZIONE

Visto il decreto legislativo 7 aprile 1948, n. 262, col quale sono stati istituiti i ruoli speciali transitori per il personale insegnante non di ruolo delle scuole e degli istituti di istruzione secondaria e artistica;

Visto il decreto legislativo 7 maggio 1948, n. 1127, col quale sono state fissate le condizioni per l'istituzione dei posti da assegnare ai predetti ruoli speciali transitori ed è stato stabilito di indire concorsi nazionali per titoli per il collocamento del personale insegnante nei ruoli stessi;

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 14 febbraio 1949, n. 236, col quale sono state approvate le norme sui concorsi nazionali per titoli a posti di ruolo speciale transitorio;

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 8 giugno 1949, n. 405, col quale è stato approvato il contingente dei posti di ruolo speciale transitorio;

Visto il decreto Ministeriale 5 luglio 1949, col quale sono stati banditi i concorsi nazionali per titoli a posti di ruolo speciale transitorio nelle scuole e negli istituti di istruzione secondaria;

Visto il decreto Ministeriale 29 agosto 1949, col quale è stato prorogato alla data del 20 novembre 1949 il termine utile per la presentazione dei documenti di cui al terzo e quarto comma dell'art. 9 del citato decreto Ministeriale 5 luglio 1949;

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 5 luglio 1951, n. 672, col quale è stata modificata la tabella A annessa al decreto Presidenziale 14 febbraio 1949, n. 236 sui concorsi a posti di ruolo speciale transitorio per insegnanti;

Vista la relazione della Commissione giudicatrice del concorso nazionale per titoli a un posto di ruolo speciale transitorio per l'insegnamento di « lingua e letteratura inglese per cattedre di ruolo B » nelle scuole tecniche commerciali (classe di concorso A IV i);

Riconosciuta a norma dell'art. 15 del citato decreto del Presidente della Repubblica 14 febbraio 1949, n. 236, la regolarità delle operazioni compiute e la legittimità dei criteri seguiti;

Decreta:

E' approvata e resa esecutiva la seguente graduatoria di merito del concorso nazionale per titoli a un posto di ruolo speciale transitorio per l'insegnamento di « lingua e letteratura inglese per cattedre di ruolo *B* » nelle scuole tecniche commerciali (classe di concorso A IV i) indetto con D. M. 5 luglio 1949, nella quale i candidati sono collocati nell'ordine risultante dai punti complessivi a ciascuno di essi attribuiti:

N.	Candidato		Punti
1.	Cerutti Margherita di Giuseppe in Perrini	punti	284,50
2.	Frassi Laura in Bottari fu Gino	»	271,50
3.	Favales Anna Maria di Tomaso	»	263,90
4.	Ghezzi Bianca di Alfredo	»	262,34
5.	Piccirilli Borsalona Colomba di Paolo	»	259,90
6.	Del Vecchio Gaetano di Florindo	»	259,50
7.	Pupano Noemi in Barone fu Donato	»	257 —
8.	Bazzana Angela in Abate fu Antonio	»	256,812
9.	Grieco Maria Celeste di Michele	»	255,40
10.	Marpurgo M. Grazia di Giuseppe in Sacerdote	»	254,83
11.	Tourn Flora fu Naif	»	251,30
12.	Abbriata Emilia fu Giovanni in Averrano	»	249,50
13.	Giannini Pia in Zecchini fu Gustavo	»	247,50
14.	Denti Renzo in Gioele	»	247 —
15.	De Cesaris Nelson fu Pietro	»	246,52
16.	Boscaino Maria di Francesco Paolo	»	245,50
17.	Zolezzi Maria Giulia fu Giovanni	»	243,50
18.	Serafini Rosalia in Rocco fu Antonio	»	241,90
19.	Cavalli Elsie di Vincenzo	»	241 —
20.	D'Agostino Giovanni fu Salvatore	»	239,50
21.	Reggiani Maria Pia Balbo fu Dario	»	239 —
22.	Giordano Liana in Isnenghi fu Guido	»	238,16
23.	Chiurazzi Egle fu Salvatore	»	237,75
24.	Cacciatore Giuseppina Amalia fu Sebastiano	»	236,50

N.	Nominativo	Punti
25.	Malin Merongiu Maria Teresa fu Giuseppe	punti 235,50
26.	Bellini Maria Luigia di Giacomo	» 234,40
27.	Sinha Birendra Narayan di Phonindra	» 233,66
28.	Barraia Flora in Serravalli di Edoardo	» 232,75
29.	Ziani Palmira di Giuseppe	» 231,40
30.	Gazzoni Pisani Dario	» 230,65
31.	Cardinaletti Maria fu Luigi	» 230,50
32.	Montalti Irma fu Eugenio	» 230,25
33.	Di Maria Maria fu Ferdinando (prec. per anz. di serv.)	» 230 —
34.	Meinera Claudia fu Fausto	» 230 —
35.	Ghidelli Carmine in Landolfi fu Roberto	» 227,80
36.	Brandolini Santori Ester di Francesco	» 227,50
37.	Magnani Ave Maria di Bernardo	» 227,25
38.	Ciaramella Michele di Vincenzo	» 222,75
39.	Pappale Rosaria di Stefano	» 221,50
40.	Navarra Giuseppe fu Giuseppe	» 221,16
41.	Polizzi Aida fu Michele	» 220,65
42.	Criscuolo Adele fu Giovanni	» 219,16
43.	Fourdan Alice in Lucchini fu Bartolomeo	» 216,90
44.	Bianchi Maria Luisa di Riccardo	» 216 —
45.	Cenami Valeria in Sini fu Bartolomeo	» 215,60
46.	Rossi Anna in Buonocore fu Enrico	» 215,50
47.	Barese Maria di Natale	» 214,50
48.	Caldara Ada in Borgia di Benedetto	» 214,33
49.	Indino Concetta fu Carlo	» 214 —
50.	Bonavia Aleardo fu Giuseppe	» 213,50
51.	De Marchi Madga di Marco	» 212 —
52.	Paesano Giuseppina fu Pietro	» 212 —
53.	Pisanti Giuseppe fu Luigi	» 211,75
54.	Pezzetti Angiola Maria fu Giuseppe	» 211,66
55.	Iappalà Natale fu Vincenzo	211,50
56.	Lucchini Alda in Presciuttini di Giovanni	» 211,25
57.	Mancini Gino di Ferdinando	» 211 —
58.	Padovan Carolina di Francesco	» 208,85
59.	Galesi Adele fu Vittorio	» 207,83
60.	Volpati Emanuele fu Andrea	» 207,75
61.	Riccio Wanda di Alfredo	» 205,25
62.	Piccini Laura in Cafisso fu Edoardo	» 201 —
63	Cardin Clara di Antonio	» 201 —
64.	Mannucci Elisa fu Arturo in Poggesi	» 201 —
65.	Buzzini Alma di Alfredo Raffaele	» 199,50
66.	Bianconi Irene di Savino	» 199,25
67.	Finardi Gabriele di Alessandro	» 198,91
68.	Bongiorno Carmela fu Vincenzo	» 198,75
69.	Bonafini Carla fu Raimondo	» 198,75
70.	Bottari Maria Vittoria in Losacco di Amerigo	» 198,75
71.	La Sorsa Tripitelli Angiola di Luigi	» 198,66
72.	Oberholtzer Matilde fu Paolo Emilio	» 197,50
73.	Fanales Francesco fu Salvatore	» 196,25
74.	Astaldi Anna Maria di Antonio	» 196,16
75.	Musio Gustavo fu Luigi	» 196,08
76.	Feruglio Silvia fu Aldo	» 195,41
77.	Amoroso Giuseppina fu Gustavo	» 195,36
78.	Bambini Lina fu Gilberto	» 194,83
79.	Blengini Clelia in Stoppelli fu Giovanni	» 194,50
80.	Chezzi Miranda di Pasquale	» 194,50
81.	Seregni Angela fu Pompeo	» 191,23
82.	Scaglione Cajozzo Ignazia fu Saverio	» 190,83
83.	Naglieri Bianca di Ercole	» 185,75
84.	Del Zio Tolomeo fu Benedetto	» 185,30
85.	Chiavarino Cesarina ved. Tealdi fu Fortunato	» 185,10
86.	Gaeta Antonietta fu Enrico	» 185,10
87.	Pasquini Laura fu Giuseppe in Vannoni	» 185 —
88.	Raffaeli Anna in Donzelli fu Carmine	» 184,50
89.	Cirino Evelina fu Giovanni	» 183,76
90.	De Luca Pepe Anna fu Giuseppe	» 183,41
91.	Bellomo Maria di Carmelo	» 182,75
92.	Pantoli Virginia in Orci fu Gaudenzio	» 181,73
93.	Denti Maria Clementina in Fiadeni di Eugenio	» 180,75
94.	Caselli Rossana di Roberto (prec. per anz. di serv.)	» 179 —
95.	De Stefani Maria Adelaide fu Beniamino	» 179 —
96.	Mendia Flora fu Renato	» 178,30
97.	Cocchia Clelia in Rinaldi di Ettore	» 178,125
98.	Coiucci Caralle Giuseppina fu Alfonso	» 176,99
99.	Pandolfi Elda di Vincenzo	» 176 —
100.	Magnani Maria Luisa di Mario	» 173,50
101.	Trombetta Lucia di Pietro	punti 172,98
102.	Vitagliano Maria Filomena in Di Gioia fu Alfonso	» 172,86
103.	Scarpati Castiglione Adele fu Tommaso	» 172,41
104.	Conti Maria fu Cesare	» 171,625
105.	Santoni Margherita in Grondona di Antonio	» 171,50
106.	Bellelli Angiolina in Barrelli fu Salvatore	» 170,41
107.	Baldi Wanda di Matteo	» 170,28
108.	Brugnoni Maria Anna in Corra di Evaristo	» 168,50
109.	Tognetti Maria Luisa di Giovanni	» 167,25
110.	Palumbo Ettore fu Enrico	» 166,50
111.	Sclafani Maria Angelica in Finocchiaro fu Napoleone	» 166,15
112.	Marchegiani Angiolina fu Antonio	» 165,58
113.	Bedogni Elda di Armando	» 164,83
114.	Marseglia Ugo fu Natale	» 164,75
115.	Ferrante Maria Pia in Greco di Alberto	» 164,50
116.	Vellana Natalina fu Arturo	» 164,50
117.	Buffardi Rosa fu Alessandro	» 164 —
118.	Muzzi Elisa fu Tommaso	» 163,75
119.	Smeriglio Teresa fu Domenico	» 162,65
120.	Buzio Emilia fu Carlo	» 161,46
121.	Enrico Clara fu Ranieri	» 160,75
122.	Squassi Maria Vittoria in Melis di Eugenio	» 160,75
123.	Mauro Serafino di Tommaso Giovanni	» 160,25
124.	Bellacomba Vittoria fu Luigi	» 159,50
125.	Falqui Clara fu Vincenzo	» 159,50
126.	Gallo Maria di Ettore	» 159,50
127.	Alessano Francesca fu Tommaso	» 159,25
128.	De Luca Maria Giovanna fu Vincenzo	» 158,66
129.	Cecchi Caciolli Anna Maria di Guido	» 157,75
130.	Tucci Laura in Varano fu Aristide	» 157,66
131.	Doretti Ubaldina fu Zenone	» 157,50
132.	Mei Lina in Filippon fu Eugenio	» 157,45
133.	Reina Maddalena fu Achille	» 157,30
134.	Beati Clelia di Giuseppe	» 156 —
135.	Mormile Mario fu Corradino	» 155,75
136.	Pradella Antonio di Angelo	» 155,75
137.	Zanovello Ida fu Angelo in Charlemont	» 155,50
138.	Cirillo Rosa fu Leone	» 154,83
139.	D'Alì Anna di Baldassarre	» 154,33
140.	Pescatore Giovanna di Leopoldo	» 153,31
141.	Giannestasio Panno Gemma fu Giorgio	» 153,35
142.	Di Cristofalo Maria Stella fu Vincenzo	» 152,50
143.	Burgognoni Marcella di Agostino	» 151,30
144.	Olivetti Renata di Guido	» 150,50
145.	Chisellini Raffaele fu Emilio	» 150 —
146.	Cameo Anna Grazia di Angelo	» 146,75
147.	Siepi Adriana di Sanzio	» 146,66
148.	Cannamela Nunzia di Luigi	» 145,33
149.	Cannistraci Letteria fu Francesco	» 145 —
150.	Garrone Anna in Nicoletti fu Francesco	» 144,93
151.	Valerio Nicoletta fu Abele	» 144,91
152.	Baldoni Dina fu Luigi in Cordelli	» 144,50
153.	Rossi Irpino di Michele	» 144,33
154.	Cutore Francesca in D'Angelo di Gaetano	» 143,10
155.	Ugolini Cornelia fu Giuseppe	» 142,25
156.	Fortunato Luisa di Michele	» 141,25
157.	Loprete Maria fu Francesco	» 141 —
158.	Bronzetti Loila di Giuseppe	» 139,25
159.	Giusti Paolina fu Nicola	» 138 —
160.	Baccaro Antonietta fu Ambrogio	» 137,44
161.	Falvella Elvira fu Michele	» 136,33
162.	Cuttica Vittoria fu Federico	» 134 —
163.	Buonopane Collina Carolina di Nicola	» 133,375
164.	Massa Bianca di Alfredo	» 133,25
165.	D'Agostino Pia di Fortunato	» 132,63
166.	De Riso Laura in Mayer fu Edgardo	» 132,58
167.	Rinaldi Anna di Carlo	» 131,25
168.	Plancher Maria di Enrico	» 129,48
169.	Sardella Leda fu Ernesto	» 129 —
170.	Terenzani Dina fu Enrico	» 129 —
171.	Sorrentino Ida fu Paolo	» 127,60
172.	Rigutti Elda di Arturo	» 127,25
173.	Elia Giovanna di Guido Luciano	» 126,38
174.	Anselmi Anita di Nino	» 123,125
175.	Orofino Carmela fu Concetto	» 119,25
176.	Zevi Volterra Paola di Alfredo	» 119 —

177. Cipriani Astena in Barone fu Alfonso punti 118,66
178. Vitiello Filippo di Giuseppe » 116,50
179. Sani Luciano di Umberto (invalido di guerra) » 116 —
180. Albanese Francesco di Nicola » 116 —
181. Nibbi Clara in Angelini Parodi fu Icilio » 115,75
182. Caddeo Fabio di Rinaldo » 113 —
183. Carpentieri Giulia fu Alfonso » 112,20
184. Candini Alessandrina di Gustavo » 109,50
185. Natale Francesco Saverio Anzio fu Giovanni » 108,25
186. Catalano Maria Rosa di Michele » 108 —
187. Bracone Lorenzo fu Luigi » 105,75
188. Resenvalx Emma di Costante » 105,50
189. Sarluca Elena fu Finizio » 105,50
190. Corigliano Pasquale di Gesuelo » 105 —
191. Catuogno Giuseppe di Costantino » 104,75
192. Solari Fabio di Ferdinando (invalido di guerra) » 103,375
193. Limentani Giorgia di Amedeo » 103,25
194. Lutri Corrado fu Giuseppe » 102,75
195. Vitale Dora in Greco Eugenio » 100,625
196. Bocci Erminia di Giuseppe » 100,25
197. Ciranzani Enrico di Pietro Paolo » 99,75
198. Donati Eda di Achille » 98 —
199. Bellotto Alfonso fu Silvio » 97,875
200. Invernizzi Emilia fu Giovanni » 98,81
201. Biasotti Agostino di Agostino » 96,75
202. Magnasi Caterina di Bernardo » 96,50
203. Astolfi Elisa fu Paolo » 96,50
204. Calvo Giuseppe fu Carmelo » 95,25
205. Garrisi Elda in Seller fu Giovanni » 94,50
206. Paterni Alessandra in Pagoni fu Alessandro » 94,50
207. Turi Elisabetta fu Francesco » 94,25
208. Falcone Maria di Michele » 94 —
209. Fontanot Giuseppina in Bartoli fu Giuseppe » 94 —
210. Di Capizzi Alberto di Giuseppe » 93,75
211. Cagliano Marietta in Cassarà fu Francesco » 93,625
212. Finocchiaro Antonio di Filippo » 93,50
213. Frontaloni Wanda fu Antonio » 93,25
214. Vancheri Teresa fu Pietro » 93 —
215. Tomei Margherita di Umberto » 92,50
216. Nicosia Carlo fu Giovanni » 91,50
217. Gialloroti Emberti Lida fu Umberto » 91,25
218. Parra Egle fu Domenico » 90,75
219. Sergi Oscar fu Giacomo » 90,25
220. Giuliano Rocco di Domenicangelo » 89,50
221. Corso Giuseppe fu Francesco » 89,50
222. Galleni Maria Vittoria fu Pietro » 89 —
223. Mancini Luigi Aldo fu Michele » 88,50
224. Pantanella Michele fu Vincenzo » 88,25
225. Clara Adele in Signorino fu Federico » 87 —
226. Cassano Serina di Luigi » 86,625
227. Pizzolorusso Iole in Salerno fu Francesco » 86,625
228. Amagliani Giuseppe fu Gaspare » 86,50
229. Genovese Pietro fu Antonino » 86,50
230. Gronda Anna Maria fu Vittorio » 86,50
231. Azzarri Nerina di Torello » 85,50
232. Giannini Iole di Gennaro » 85,25
233. Sottile Giuseppe Antonio di Salvatore (invalido di guerra) » 84,75
234. Coacci Romilda fu Ruggero » 84,50
235. Ricci Maria Vera di Antonio » 84,50
236. Pittari Carmela di Pietro » 84,50
237. Fontanet Ildegarda in Bertini fu Giuseppe » 84,25
238. Bonadonna Cladys di Alfredo » 84,06
239. Gasdia Maria di Francesco » 83,75
240. Miceli Giovanni di Vincenzo » 83,56
241. Casinghini Giovanna fu Luigi » 83,50
242. Cusimano Angelo di Michele » 83,25
243. Stuparich Letizia fu Luca » 83 —
244. Fiore Angelo di Gaetano » 82,75
245. Gaia Faggi Anna Vittoria di Giovanni » 82,50
246. Villetta Iris ved. Buraggi di Giovanni » 81,75
247. Carinelli Vittoria fu Vittorio » 81,50
248. Marrelli Elvira di Gaetano » 81,50
249. Menconi Romualdo di Lino » 81,50
250. Del Fabbro Laura fu Rodolfo » 81,25
251. Cuomo Bianca Maria fu Giovanni » 81 —
252. De Troia Vincenzo fu Vincenzo punti 81 —
253. Silvestri Giuseppe di Guido » 81 —
254. Scattone Nicoletta di Michele » 81 —
255. Tiezzi Vittorina in Sappino di Antonio » 81 —
256. Barosso Fernanda in Mibelli di Battista » 80,50
257. Maugeri Concetta di Luciano » 80 —
258. Aloi Dina di Antonio » 79,50
259. La Porta Teresa di Euclide » 79,25
260. Garaldi Clelia di Girolamo » 79 —
261. Caretta Concetta di Raffaele » 79 —
262. Tacconi Maria di Pietro » 78,75
263. Accinni Lidia fu Federico » 78,50
264. Gavasino Giuseppe di Gaspare » 78,25
265. Lombardo Antonio di Leonardo » 78,25
266. Puzzo Vincenza in Malatino di Carmelo » 78 —
267. Del Vecchio Egizia fu Aristide » 78 —
268. Rocco Maria Luisa fu Giorgio » 78 —
269. Tommaso Maria fu Raffaele » 77,75
270. Gullotta Francesco di Vincenzo » 77,25
271. Cannata Giuseppe di Ignazio » 77,25
272. Operti Olga di Candido » 77,12
273. Ronga Maria di Alfredo » 77 —
274. Iockel Ilse di Giuseppe in Tozzi » 77 —
275. Ferlinghetti Amalia Mary fu Battista » 76,75
276. Gori Lavio di Pietro » 76,75
277. Tango Giulia di Felice » 76,75
278. Piga Vittorio Ettore di Salvatore » 76,75
279. Bianchini Rachele di Vincenzo » 76,50
280. Cardaci Concetta di Vito » 76,375
281. Da Rin Betta Giovanni Pietro fu Vittore » 76,26
282. Bolsoni Anna ved. Cuzzoni di Mario » 76 —
283. Verderame Maria Amelia fu Filippo » 76 —
284. Pappalepore Maria ved. Pellegrini fu Arcangelo » 75,75
285. Calò Saverino di Giuseppe » 75,50
286. Bussola Carla di Luigi » 75,25
287. Bassignano Virgilia di Silvio » 75 —
288. Mainetti Adolfo fu Angelo » 75 —
289. Guida Antonio fu Saverio » 74,50
290. Orsi Antonia di Salvatore » 74,25
291. Ricciardi Iole di Ferdinando » 74 —
292. Le Rose Elena di Federico Guglielmo » 73,50
293. Specchia Radolfo fu Giovanni » 72,25
294. Pedretti Luigia Giuseppina di Angelo Carlo » 73 —
295. Furnari Candida di Michele » 72,75
296. Vinci Clara in De Marco di Antonino » 72,50
297. Vulpetti Salvatore di Salvatore » 72 —
298. Fini Luisa fu Cesare » 71,75
299. Lo Storto Olga di Francesco » 71,50
300. Raggianti Maria Teresa fu Lorenzo » 71,50
301. Finavera Licia di Antonio » 71,50
302. Pennisi Antonio di Vincenzo » 71,50
303. Bruciapaglia Bruna fu Ernesto » 71,50
304. Culli Iolanda Maria in Tavella fu Damiano » 71,25
305. Frignola Edmondo fu Raffaele (invalido di guerra) » 71 —
306. Spadoni Ripa Silvia fu Domenico » 71 —
307. Santomassimo Virginia fu Antonio » 69,75
308. Iannace Vera fu Gaetano » 69,75
309. Ponzone Olga di Evasio » 69,50
310. Nocella Amedeo di Giovanni » 69,50
311. Tirelli Pia di Alfredo » 69,50
312. Licitri Giuseppina di Alfonso » 69 —
313. Vicari Liborio di Giuseppe » 69 —
314. Fiamingo Rosaria fu Vincenzo » 68,75
315. Brigante Antonietta di Giorgio » 68,71
316. Traverso Giuliana » 68,75
317. Salvatori Francesco di Pietro » 68,75
318. Somenzi Giuseppe di Eugenio Ernesto » 68,50
319. Rocca Piera fu Giovanni Pietro » 68 —
320. Faccosi Filelfo di Domenico » 68 —
321. La Mendola Maurizio fu Luigi » 67,75
322. Li Veli Salvatore di Francesco » 67,75
323. Massicci Silvia di Giuseppe » 67,50
324. Parisi Vincenzo di Vincenzo » 67,50
325. Biagioni Ugo fu Giovanni » 67,50
326. Parrino Aldo fu Calogero » 67,375
327. Quarato Maria Alfonsina fu Gennaro » 67 —
328. Costa Franca fu Luigi » 67 —
329. Morelli Maria di Attilio » 66,76
330. Mazzella di Bosco Antonio di Raffaele » 66,75

331.	Venturini Cosetta di Aldo	punti 66,75
332.	Binaccioni Emma di Francesco	» 66 —
333.	Cavalli Matilde fu Noè	» 66 —
334.	Savazzi Anna Maria in Masini di Pietro	» 65,75
335.	Ravenda Marcella di Carmelo	» 65,50
336.	Valpiani Anna fu Pietro	» 65 —
337.	Minutolo Raffaellina fu Filippo	» 65 —
338.	Sottile Annetta di Salvatore	» 64,375
339.	Betti Ines di Umberto	» 64,25
340.	Rizzo Giovanni fu Antonino	» 63,75
341.	Galleano Angiolina di Agostino	» 63,50
342.	Munafò Manganaro Maria di Giuseppe	» 63,50
343.	Turtur Minervini Angela di Giovanni	» 63,25
344.	Quaranta Rossi Anna fu Marino	» 63,25
345.	Colangelo Noemi fu Luigi	» 63 —
346.	Cosulich Luisa fu Amerigo	» 62,75
347.	Grima Elisa di Gioacchino	» 62,50
348.	Bonfiglio Elvira in Nuccio fu Emanuele	» 62,25
349.	Romano Carla di Francesco	» 62,25
350.	Scorcioni Margherita fu Savino	» 62 —
351.	Argenio Amelia di Ernesto	» 61,50
352.	Oprandi Maria Teresa di Giuseppe	» 61,25
353.	Sansone Antonio di Raffaele	» 61 —
354.	Grillenzoni Enrica fu Pio	» 60,50
355.	Di Salvo Giuseppe di Manlic	» 60 —
356.	Cocari Dagnar fu Vitaliano	» 60 —
357.	Fornaro Caterina di Francesco	» 59,50
358.	Cipriani Caporaso Elena fu Ernesto	» 59,25
359.	Lancia Giuseppe fu Antonio	» 59,25
360.	Coltro Carla di Virgilio	» 59,25
361.	Pola Laura fu Giuseppe	» 58,75
362.	De Cicco Maria Teresa di Pietro	» 58,625
363.	Ferri Alfonso di Angelo (inv. guerra)	» 58,50
364.	Balduzzi Olga fu Giuseppe	» 58,50
365.	Bertazzoni Anita di Giuseppe	» 58,50
366.	Testa Donatella in Lippi di Girolamo	» 58,50
367.	Squarcialupi Leda di Guerriero	» 58,50
368.	Corsi Angela di Ugo	» 58,25
369.	Buondino Michele di Nicola	» 58 —
370.	Guelfi Adele fu Zeffiro	» 57,75
371.	Spartano Antonio fu Salvatore	» 57,75
372.	Gorelimich Federica fu Candido	» 57,50
373.	Bartoli Francesca di Francesco	» 57 —
374.	Azzini Tranquilla di Arsenio	» 57 —
375.	Signoroni Fulvia di Vittorio	» 56,75
376.	Pinto Carla Silvia fu Federico	» 56,75
377.	Tron Silvana di Samuele	» 56,75
378.	Serra Angela in de Biasio di Luigi	» 56,50
379.	De Lucia Alfredo di Sebastiano	» 56,25
380.	Buongiovanni Teresa fu Carmelo	» 56 —
381.	Tron Lilia di Samuele	» 56 —
382.	Barabbino Luigia di Giuseppe	» 55,50
383.	Caprini Anna Maria di Paolo	» 55,50
384.	Ramella Bruno di Angelo	» 55,25
385.	Mancinelli Bianca di Giuseppe Guertiero	» 55,25
386.	Giudice Amalia di Gaetano	» 55 —
387.	Catarzi Anna Maria di Virgilio	» 55 —
388.	Albonetti Maria Luisa fu Enea	» 54,75
389.	Tiribelli Renato fu Cesare	» 54,25
390.	Iaforte Ada fu Federico	» 54 —
391.	Tarlazzi Nora di Mario	» 54 —
392.	Tortora Virginia fu Giuseppe	» 54 —
393.	Folinea Anna Maria di Mario	» 53,50
394.	Avalle Mirella di Felice Emanuele	» 53,50
395.	Bocciai Albino di Giovanni (inv. guerra)	» 53,50
396.	Villari Iole fu Domenico	» 53,50
397.	Bossi Eugenia di Eugenio	» 53,50
398.	Ernesti Rina di Alfredo	» 53 —
399.	Savoia Irma di Avanti	» 52,75
400.	Cranvillano Rosario di Rocco	» 52,75
401.	Gasparini Maria in Milani di Enrico	» 52,75
402.	Sciacca Vito di Paolo	» 52,375
403.	Sansone Giulia di Raffaele	» 52,25
404.	Torretti Agnese fu Francesco	» 52,25
405.	Lopes Carbone Claudia di Giovanni	» 52,25
406.	Rocchigiani Enzo di Settimio	» 52 —
407.	Garello Anna in Vullo di Cesare	» 51 —
408.	Moi Bruno fu Emanuele	» 51 —
409.	Cipriani Aida fu Ernesto	» 50,75
410.	Castiello D'Antonio Maria di Agostino	» 50 —
411.	Bragoni Solange di Nello	» 49,75
412.	Urcinoli Ada di Aurelio	» 48,75
413.	Paini Erminia di Michele	punti 45,75
414.	Arcari Roberta di Fermo	» 45,25
415.	Cusmano Antonietta fu Antonino	» 44,75
416.	Floro Saverio di Michele	» 44,75
417.	Ciamillo Vincenzo fu Emanuele	» 44,50
418.	Gangeni Domenico di Pietro	» 43,75
419.	Barbato Michele di Vincenzo	» 43,75
420.	Della Nave Vela di Navino	» 43,75
421.	Parmigiani Giovanni fu Filippo	» 43,75
422.	Carola Giulia in Iannotti fu Carlo	» 43,25
423.	Malorni Luigia fu Alberto	» 43 —
424.	Grignano Filippa di Giuseppe	» 42,25
425.	Giannoni Bruna di Giuseppe	» 41,50
426.	Crapanzano Anna fu Celestino	» 40,75
427.	Cioffi Boncompagni Umbertina di Luigi	» 40,50
428.	Mazzotta Guido Maria fu Luigi	» 40 —
429.	Ferrari Carlo fu Candido	» 39,25
430.	Nuzzolo Ferdinando fu Cosimo	» 38,50
431.	Santonastaso Gallo Iolanda di Domenico	» 38,312
432.	Ferrante Laura di Beniamino	» 35 —
433.	Battipaglia Italia di Carmine	» 30,25
434.	D'Alessandro Antia di Francesco	» 27,25

Il presente decreto sarà inviato alla Corte dei conti per la registrazione.

Roma, addì 30 settembre 1951

Il Ministro: SEGNI

Registrato alla Corte dei conti, addì 4 giugno 1952
Registro n. 25, *foglio n.* 382. — BARONE

(3166)

PREFETTURA DI SASSARI

Variante alla graduatoria del concorso a posti di ostetrica condotta vacanti nella provincia di Sassari

IL PREFETTO DELLA PROVINCIA DI SASSARI

Visti i propri decreti n. 17565 e 17565/1, rispettivamente in data 7 luglio e 18 luglio 1951, con i quali è stata approvata la graduatoria delle candidate risultate idonee al concorso per ventotto posti di ostetrica condotta vacanti in Provincia al 30 novembre 1949, e sono state dichiarate le candidate vincitrici dei posti vacanti;

Visti i successivi decreti n. 32709 e 6912, rispettivamente in data 11 dicembre 1951 ed 8 marzo 1952, con i quali venivano apportate alcune variazioni al precedente citato decreto numero 17561/1, in data 18 luglio 1951, relativo all'assegnazione delle sedi vacanti;

Vista la deliberazione n. 25, in data 10 aprile 1952, del Consiglio comunale di Bonorva dalla quale risulta che l'ostetrica Moia Margherita cui era stata assegnata la condotta di Bonorva sebbene regolarmente invitata, non ha preso servizio nel termine assegnatole (1° marzo 1952) senza alcuna giustificazione, e pertanto deve considerarsi rinunciataria;

Considerato che la mancata accettazione del posto si è verificata entro i primi sei mesi dalla pubblicazione della graduatoria nella *Gazzetta Ufficiale* n. 208 dell'11 settembre 1951, per cui occorre, a sensi dell'art. 26 del regolamento 11 marzo 1935, n. 281, procedere al conferimento del nuovo posto vacante;

Ritenuta la necessità di modificare parzialmente il decreto n. 32709, in data 11 dicembre 1951;

Viste le domande delle concorrenti e le preferenze da ciascuna indicate;

Visto il regio decreto 27 luglio 1934, n. 1265, ed il regio decreto 11 marzo 1935, n. 281;

Decreta:

La candidata Arrica Caterina è dichiarata vincitrice della condotta ostetrica del comune di Bonorva.

Il presente decreto verrà pubblicato, a termine di legge, nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica, nel Bollettino della Regione, e per otto giorni consecutivi, all'albo pretorio della Prefettura e dei Comuni interessati.

Sassari, addì 26 giugno 1952

Il prefetto: DESSENA

(3270)

PREFETTURA DI NOVARA

Graduatoria generale del concorso a posti di ostetrica condotta vacanti nella provincia di Novara

IL PREFETTO DELLA PROVINCIA DI NOVARA

Visto il proprio decreto in data 20 febbraio 1951, n. 4508-3ª San., con il quale è stato bandito il concorso per i posti di ostetrica condotta vacanti nella provincia di Novara al 30 novembre 1950, ed il successivo decreto in data 28 marzo 1951, n. 4508-3ª San., con il quale veniva aggiunta alle sedi vacanti quella del consorzio di Borgoticino-Comignago-Divignano;

Visto il decreto dell'Alto Commissariato per l'igiene e la sanità pubblica n. 20449.217102 del 18 gennaio 1952, relativo alla nomina della Commissione giudicatrice del concorso in parola;

Visti gli atti della Commissione predetta e riconosciuta la regolarità del procedimento seguito;

Visto l'art. 55 del regolamento approvato con regio decreto 11 marzo 1935, n. 281;

Decreta:

E' approvata la seguente graduatoria di merito delle candidate dichiarate idonee per il posto di ostetrica condotta:

N.	Candidata	Punti
1.	Gandolfi Zuma	punti 63 —
2.	Bonomi Adele	» 62,10
3.	De Gasparis Carolina	» 60,10
4.	Mor Matilde in Monina	» 60,08
5.	Grameris Adriana	» 59,26
6.	Fornara Barbara	» 59,17
7.	Trisoglio Rita	» 58,98
8.	Moscato Giovanna in Pagani	» 58,25
9.	Faliva Daria	» 56,32
10.	Poltronieri Eva	» 55,22
11.	Baccaglione Maria ved. Cerutti	» 53,93
12.	Morello Deamira	» 53,81
13.	Silvestri Emilia	» 53,46
14.	Scrosati Cesarina	» 53,10
15.	Varalli Pierina in Jandelli	» 52,65
16.	Princisvalle Ermelinda	» 52,33
17.	Uglietti Maria	» 52,11
18.	Musso Maria	» 51,87
19.	Cerutti Maddalena in Albergante	» 51,85
20.	Viennese Giuseppina in Martelli	» 51,71
21.	Cavagnino Giuseppina in Albera	» 51,61
22.	Maulini Gisella	» 51,35
23.	Bono Lucia in Melagrana	» 50,87
24.	Negri Pierina in Silvestri	» 50,45
25.	Pizzi Angela	» 50,41
26.	Zaretto Maria in Masino	» 50,36
27.	Tonella Caterina	» 50,28
28.	Mussa Clara in Bologna	» 50,21
29.	Poletti Maria in Foti	» 50,17
30.	Coda Tognone Edvige in Zaldera	» 50,06
31.	Sasso Maria	» 50,01
32.	Pavanelli Giulia in Mancuso	» 50 —
33.	Giaccone Anna	» 49,98
34.	Crivelli Adele in Bassetti	» 49,89
35.	Ricci Teresa	» 49,70
36.	Pastore Giuseppina	» 49,52
37.	Errini Giuseppina	» 49,42
38.	Versino Nella	» 49,40
39.	Bosio Gradina	» 49,30
40.	Neri Ave in Bortoli	» 49,23
41.	Bianco Lina in Lusona	» 49,18
42.	Caffino Giovanna	» 49,17
43.	Ricalcati Serafina in Marchesi	» 48,86
44.	Pramaggiore Angela in Diomisotti	» 48,75
45.	Minoli Maria in Resta	» 48,63
46.	Iacobone Laura	» 48,46
47.	De Santi Carla	» 48,22
48.	Zucca Maria in Lani	» 48,15
49.	Corti Teresa in Allegra	» 48,13
50.	Valdani Wanda in Capietti	» 47,77
51.	Toninello Giuseppina in Andreazzi	» 47,68
52.	Lusa Liliana in Bedei	» 47,60
53.	Ponti Tersilla in Ponti	» 47,48
54.	Fenoglio Domenica	» 47,44
55	Veglia Olga in Allaix	» 47,37
56.	Galli Maria in Balsinelli	» 47,15
57.	Sacchi Paola	» 47,12
58.	Minghirillo Teresa ved. Avezza	punti 47 —
59.	Quaglia Maria	» 46,94
60.	Boni Bianca	» 46,90
61.	Guerzo Giuseppina	» 46,83
62.	Saini Teresina	» 46,73
63.	Lombardi Pierina	» 46,63
64.	Casagrande Amelia	» 46,40
65.	Frisieri Italia	» 46,37
66.	Travaini Fedora in Panzani	» 46,29
67.	Menegon Orsola	» 46,16
68.	Franco Nelda	» 46,02
69.	Ferraris Teresa in Campiotti	» 46 —
70.	Bonatto Maria in Oietti	» 45,89
71.	Aimo Liliana	» 45,87
72.	Mirri Rosanna ved. Dall'Olio	» 45,85
73.	D'Agostini Annunziata	» 45,71
74.	Alpeggiani Carolina in Perazzoli	» 45,49
75.	Bracchi Andreina	» 45,45
76.	Miglietti Rina	» 45,30
77.	Lazzaroni Ercolina	» 45,25
78.	Zucchi Dirce	» 45,23
79.	Dalloli Rosa ved. Bettelli	» 45,13
80.	Trafano Vera	» 45,12
81.	Bolchini Triestina	» 45,07
82.	Campagnani Teodora in Canetta	» 45 —
83.	Marchelli Maria in Berri	» 44,95
84.	Napolitano Maria in Spinelli	» 44,70
85.	Zanesi Sabina in Callini	» 44,52
86.	De Paoli Angela in Rossi	» 44,50
87.	Merlo Maria	» 44,43
88.	Nangeroni Mietta	» 44,26
89.	Corradini Delfina in Baldi (coniugata con due figli)	» 44,25
90.	Tozzi Maria	» 44,25
91.	De Gaspari Tecla	» 44,12
92.	Cena Maria in Desilvestris	» 44,11
93.	Caccia Giacomina	» 44,10
94.	Bagnati Adele	» 44,05
95.	Battaglin Teresa	» 43,50
96.	Merlo Irene	» 43,30
97.	Petrali Pierina	» 43,25
98.	Speziale Stefanina	» 43,21
99.	Borgotti Olga	» 43,20
100.	Errani Angela	» 43,07
101.	Quirico Emma in Carlevaro (coniugata con tre figli)	» 43 —
102.	Pastura Ernestina in Bongiovanni (coniugata con un figlio)	» 43 —
103.	Averone Teresa in Ceresole	» 42,90
104.	Martelli Angela in Tacchini	» 42,83
105.	Sigismondi Piera	» 42,78
106.	Guglielmetto Mugion Anna	» 42,74
107.	Campagnani Assunta	» 42,65
108.	Riolfi Isolda	» 42,64
109.	Ramoscelli Maria (per età)	» 42,50
110.	Squillace Massimiliana	» 42,50
111.	Zavattoni Angela ved. Zilocchi	» 42,30
112.	Meistro Maria (per età)	» 42,25
113.	Visconti Giuseppina	» 42,25
114.	Allois Eugenia	» 42,19
115.	Contini Rita	» 42,05
116.	Pilotto Egidia (per età)	» 42 —
117.	Monfrinotti Lucia	» 42 —
118.	Parodi Lorenzina	» 41,61
119.	Alberalla Francesca in Tarabbia	» 41,57
120.	Panelli Ermelinda	» 41,41
121.	Cerruti Rigozzo Ida	» 41,31
122.	Ercolino Maria	» 41,30
123.	Monti Graziella	» 41,28
124.	Apostolo Maria Vittoria	» 41,25
125.	Foroni Vittoria in Cattabriga	» 41,20
126.	Franza Maria in Bono	» 41,07
127.	Cattaneo Margherita in Valmacco	» 40,89
128.	Rolando Anna in Tassinelli	» 40,80
129.	Visioli Adele in Pozza	» 40,70
130.	Scansetti Teresa	» 40,65
131.	Bovio Angelina	» 39,82
132.	De Maria Orsola in Donati	» 39,65
133.	Rimola Wilma	» 39,55
134.	Boccalatte Maria in Spessa	» 39,54
135.	Ferrari Zelinda	» 39,37

136. Pia Maria . . . . . . punti 39,30
137. Broggini Bruna . . . . . . » 38,97
138. Prinetti Marisa (per età) . . . . » 38,75
139. Campagnaro Aurelia . . . . » 38,75
140. Marchelli Artemia . . . . » 38,60
141. Anselmi Giuseppa . . . . » 38,55
142. Gavioli Alma . . » 38,25
143. Riboldazzi Luigina in Barberis . . » 38,06
144. Perotto Giuseppina . . . » 37,93
145. Piai Maria in Marchioni (coniugata) . . » 37,82
146. Porzio Elide . » 37,82
147. Leone Maddalena in Cabrio (coniugata con un figlio) . . . . » 37,65
148. Parusso Eugenia . . . . » 37,65
149. Malovolti Giuseppina in Ciani . . . » 37,20
150. Malaguti Ines in Malservigi . . . . » 37,06
151. Savelli Luisa . . . . » 37 —
152. Zordan Ida . . . » 36,84
153. De Lorenzi Edelweis in Abbondanza . . . » 36,44
154. Colace Ermelinda in Ripa (coniugata) . » 35 —
155. Romero Emilia . » 35 —

Il presente decreto sarà pubblicato ai sensi di legge.

Novara, addì 7 luglio 1952

Il prefetto: PAULOVICH

IL PREFETTO DELLA PROVINCIA DI NOVARA

Visto il proprio decreto in data 20 febbraio 1951, n. 4508-3ª San., con il quale è stato bandito il concorso per i posti di ostetrica condotta vacanti nella provincia di Novara al 30 novembre 1950, ed il successivo decreto in data 28 marzo 1951, n. 4508-3ª San., con il quale veniva aggiunta alle sedi vacanti quella del consorzio di Borgoticino-Comignago-Divignano;

Visto il proprio decreto in data 7 luglio 1952 pari numero, con il quale è stata approvata la graduatoria di merito delle candidate dichiarate idonee al concorso predetto;

Visti gli articoli 69 del testo unico delle leggi sanitarie, approvato col regio decreto 27 luglio 1934, n. 1265, e 55 del regolamento approvato col regio decreto 11 marzo 1935, n. 281;

Decreta:

Le seguenti candidate sono dichiarate vincitrici del concorso di cui in premessa per la sede di condotta ostetrica a fianco di ciascuna di esse indicata:

1) Gandolfi Zuma, Mortara (Pavia), via Mazzini, 9: Omegna (Crusinallo);
2) Bonomi Adele, Novara (Lumellogno): Verbania-Pallanza;
3) De Gasparis Carolina, Taino (Varese): Consorzio Borgoticino-Comignago-Divignano;
4) Graneris Adriana, Cumiana (Torino): Ameno;
5) Fornara Barbara, Villadossola: Consorzio Soriso-Gargallo;
6) Trisoglio Rita, Porto Ceresio (Varese): Bellinzago Novarese;
7) Moscato Giovanna in Pagani, Mollia (Vercelli): Briga Novarese;
8) Faliva Daria, Cremona, via Vacchelli, 36: Granozzo con Monticello;
9) Poltronieri Eva, San Martino dell'Argine (Mantova): Pombia;
10) Baccaglione Maria ved. Cerutti, Fontaneto d'Agogna: Consorzio Cesara-Nonio;
11) Morello Deamira, Vercelli, via Foà, 14: Vinzaglio;
12) Silvestri Emilia, Orta San Giulio: Sozzago;
13) Princisvalle Ermelinda, Mendicino (Cosenza): Consorzio Gignese-Brovello-Carpugnino;
14) Uglietti Maria, Novara (Pernate): Vicolungo;
15) Musso Maria, Bagnolo Piemonte (Cuneo): Consorzio Massino Visconti-Nebbiuno.

I sindaci dei Comuni interessati sono incaricati dell'esecuzione del presente decreto, ai sensi dell'art. 68 del testo unico delle leggi sanitarie, approvato con regio decreto 27 luglio 1934, n. 1265.

Il presente decreto sarà pubblicato ai sensi di legge.

Novara, addì 7 luglio 1952

Il prefetto: PAULOVICH

(3452)

PREFETTURA DI LATINA

Graduatoria generale del concorso a posti di ostetrica condotta vacanti nella provincia di Latina

IL PREFETTO DELLA PROVINCIA DI LATINA

Visto il decreto prefettizio n. 1068/San del 30 aprile 1951, con il quale è stato indetto pubblico concorso per titoli ed esami per la copertura di posti di ostetrica condotta vacanti nei comuni della provincia di Latina alla data del 31 dicembre 1950;

Visto il decreto dell'Alto Commissariato per l'igiene e la sanità pubblica n. 20493/2/8586 del 18 marzo 1952, pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* n. 83 del 7 aprile 1952, con il quale è stata nominata la Commissione giudicatrice del concorso di cui trattasi;

Vista la relazione della Commissione giudicatrice;

Riconosciuta la regolarità degli atti;

Visto il testo unico delle leggi sanitarie 27 luglio 1934, n. 1265;

Visti gli articoli 23 e 55 del regolamento 11 marzo 1935, n. 281, sui concorsi a posti di sanitari addetti ai servizi dei Comuni e delle Provincie;

Decreta:

E' approvata la seguente graduatoria delle concorrenti dichiarate idonee nel concorso per posti vacanti di ostetrica condotta nella provincia di Latina, di cui al decreto citato nelle premesse:

1. Broglia Chiara fu Dante punti 70,45 su 100
2. Palma Maria fu Gennaro » 65,895 »
3. Carcone Cesira fu Ernesto » 63.00 »
4. Frittelli Maria fu Ettore » 61.50 »
5. Torelli Norma di Ambrogio . » 54,95 »
6. Marocco Natalina fu Leonardo » 54,425 »
7. Berrèttini Guglielmina fu Francesco . » 53,875 »
8. Cauzzi Vanda di Antenero . . » 51,675 »
9. Mancino Elisa fu Pasquale . . » 51,375 »
10. Ricci Pasqualina di Pietro . . » 50,675 »
11. Cheli Alvezia di Giuseppe . » 50,625 »
12. Satirio Maria fu Saturnino . . » 50,25 »
13. Antonelli Velia di Silviano » 49,45 »
14. Nascimben Domitella fu Luigi » 49.405 »
15. Pistoletti Edda di Giulio » 49,30 »
16. Grossi Filomena di G. Battista » 48,975 »
17. Barone Maria di Michele » 47,975 »
18. Cervelloni Maria di Felice . » 47,00 »
19. Riggi Teresa di Nunzio » 46,40 »
20. Giovagnoli Luigia di Pietro » 45,75 »
21. Clementi Vittoria di Umberto » 45,625 »
22. Catena Dina di Sozio » 45.625 »
23. Sinipo Maria fu Antonio . . » 45,50 »
24. Lauretti Lirina di Luigi . » 44.05 »
25. Fabbria Lelia di Lorenzo . . » 44,05 »
26. Campagna Nilde di Angelo . » 42.65 »
27. Tedesco Emma fu Antonio . » 41,80 »
28. Alagna Antonietta fu Gregorio » 40,425 »
29. Paolini Silvana di Armando . » 40.375 »
30. Zagarolo Armida di Nicola Luigi » 39,37 »
31. Pelucchi Antonietta di Tancredi » 39,00 »
32. Casalino Delice fu G. Battista » 38,30 »
33. Musella Giuseppina fu Gennaro . » 38,275 »

Il presente decreto sarà inserito e pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica, nel Foglio annunzi legali della Provincia e, per otto giorni consecutivi, all'albo pretorio della Prefettura e dei Comuni interessati.

Latina, addì 30 giugno 1952

p. *Il prefetto:* VECCHI

IL PREFETTO DELLA PROVINCIA DI LATINA

Visto il precedente decreto n. 19063 Div. 3/1ª del 30 giugno 1952, con il quale è stata approvata la graduatoria generale delle candidate risultate idonee nel concorso per posti vacanti di ostetrica condotta nella provincia di Latina, bandito con decreto prefettizio n. 1068/San. del 30 aprile 1951;

Viste le domande delle candidate al succitato concorso, nelle quali sono state indicate in ordine di preferenza, le sedi per le quali ciascuna di esse, ha dichiarato di concorrere;

Visto il testo unico delle leggi sanitarie 27 luglio 1934, n. 1265;
Visto l'art. 55 del regolamento 11 marzo 1935, n. 281 sui concorsi sanitari;

Decreta:

Le seguenti candidate dichiarate idonee nel concorso di cui in premessa, sono dichiarate vincitrici della sede a fianco di ciascuna di esse indicata:

1. Broglia Chiara fu Dante: Cori (frazione Giulianello);
2. Palma Maria fu Gennaro: Formia (centro);
3. Carcone Cesira fu Ernesto: Minturno;
4. Frittelli Maria fu Ettore. Castelforte (capoluogo);
5. Torelli Norma di Ambrogio: Spigno Saturnia;
6. Marocco Natalina fu Leonardo: Sperlonga;
7. Berrettini Guglielmina fu Francesco: Ventotene.

Il presente decreto sarà inserito e pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica, nel Foglio annunzi legali della Provincia e, per otto giorni consecutivi, nell'albo pretorio della Prefettura e dei Comuni interessati.

Latina, addì 30 giugno 1952

p. *Il prefetto*: VECCHI

(3288)

PREFETTURA DI GROSSETO

Graduatoria generale del concorso a posti di medico condotto vacanti nella provincia di Grosseto

IL PREFETTO DELLA PROVINCIA DI GROSSETO

Visto il decreto prefettizio n. 25474/3 del 6 luglio 1950, con il quale fu indetto pubblico concorso per esami e per titoli a posti di medico condotto vacanti nei comuni della provincia di Grosseto, alla data del 30 novembre 1949.
Visti i decreti dell'Alto Commissariato per l'igiene e la sanità pubblica n. 20436/2/10767 del 10 marzo 1951, relativi alla composizione della Commissione giudicatrice del concorso predetto;
Visto la graduatoria di merito formata dalla Commissione giudicatrice e riconosciuta la regolarità del provvedimento del concorso;
Visto gli articoli 23 e 55 del regolamento 11 marzo 1935, n. 281;

Decreta:

E' approvata la seguente graduatoria dei concorrenti dichiarati idonei nel concorso in premessa:

		punti	su 100
1.	Rotondo Genesio	50,22	su 100
2.	Giovannini Bruno	46,71	»
3.	Pieri Gaetano Oreste	43,09	»
4.	Sanità Danilo	41,02	»
5.	Tosi Talete	40,74	»
6.	Paganelli Alessandro	40,57	»
7.	Seri Franco	40,44	»
8.	Gianni Leo	36,81	»

Grosseto, addì 3 luglio 1952

Il prefetto: RUSSO

IL PREFETTO DELLA PROVINCIA DI GROSSETO

Visto il decreto prefettizio n. 25474 del 6 luglio 1950, con il quale fu indetto pubblico concorso per titoli ed esami a posti di medico condotto vacanti nei Comuni della Provincia al 30 novembre 1949;
Visto il proprio decreto di pari data, con il quale è stata approvata la graduatoria dei candidati al predetto concorso;
Visto l'art. 55 del regolamento 11 marzo 1935, n. 281;

Decreta:

I seguenti candidati al concorso citato in premessa sono dichiarati vincitori del concorso stesso e per la condotta a fianco di ciascuno indicata:

1) Rotondo Genesio: Sorano (Capoluogo);
2) Giovanni Bruno: Civitella Paganico (Paganico).

Grosseto, addì 3 luglio 1952

Il prefetto: RUSSO

(3341)

PREFETTURA DI PADOVA

Graduatoria generale del concorso a posti di veterinario condotto vacanti nella provincia di Padova

IL PREFETTO DELLA PROVINCIA DI PADOVA

Visto il decreto prefettizio n. 35994 Div. III/M in data 30 marzo 1951, con il quale veniva bandito un concorso per i posti di veterinario condotto vacanti nella provincia di Padova alla data del 31 gennaio 1951;
Vista la relazione della Commissione giudicatrice;
Visti gli articoli 23 e 55 del regio decreto 11 marzo 1935, n. 281;

Decreta:

E' approvata la seguente graduatoria dei veterinari concorrenti risultati idonei nel concorso di cui nelle premesse:

		punti	su 100
1.	Barbieri dott. Mario	54,001	su 100
2.	Rossi dott. Emidio	53,652	»
3.	Zamboni dott. Giovanni	53,627	»
4.	Bianchini dott. Santo	53,128	»
5.	Bortoli dott. Ottavio	49,107	»
6.	Visentini dott. Mario	48,996	»
7.	Zago dott. Vittorio	48,941	»
8.	Mantovani dott. Carlo	48,825	»
9.	Bertolini dott. Carlo	47,528	»
10.	Badiali dott. Bruno	46,116	»
11.	Vacalopulo dott. Aristide	45,446	»
12.	Palombella dott. Nicola	44,225	»
13.	Pozzer dott. Antonio	44,207	»
14.	Sattin dott. Martino	43,387	»
15.	Praloran dott. Francesco	43,234	»
16.	Viola dott. Carlo	43,032	»
17.	Perfetti dott. Mario	42,618	»
18.	Bolognesi dott. Giovanni	42,55	»
19.	Turetta dott. Renzo	42,35	»
20.	Ravignani Piacentini dott. Gianfranco	42,136	»
21.	Meneghini dott. Umberto	41,30	»
22.	Berti dott. Angelo	40,246	»
23.	Bernardis dott. Venizio	40,037	»
24.	Tramonte dott. Orazio	39,943	»
25.	Spadavecchia dott. Nicola	39,559	»
26.	Picciolo dott. Giacomo	39,511	»
27.	Cimatti dott. Olivio	39,000	»
28.	Greselin dott. Erminio	38,918	»
29.	Facchin dott. Mario	38,50	»
30.	Bendazzoli dott. Vincenzo	37,625	»
31.	Fante dott. Giandomenico	36,75	»
32.	Greselin dott. Antonio	35,50	»

Padova, addì 30 giugno 1952

Il prefetto: CELONA

IL PREFETTO DELLA PROVINCIA DI PADOVA

Visto il decreto prefettizio n. 35944 Div. III/M in data 30 marzo 1951, con il quale veniva bandito un concorso per i posti di veterinario condotto vacanti nella provincia di Padova alla data del 31 gennaio 1951;
Vista la relazione della Commissione giudicatrice;
Vista la graduatoria dei concorrenti approvata con odierno decreto prefettizio n. 20831 Div. III/M;
Tenute presenti le preferenze indicate da ciascun concorrente nella domanda di partecipazione al concorso;
Visti gli articoli 23 e 55 del regio decreto 11 marzo 1935, n. 281;

Decreta:

I sottoscritti veterinari vengono dichiarati vincitori del concorso di cui alle premesse e designati alle competenti Amministrazioni consorziali per la nomina a titolari della condotta indicata rispettivamente a fianco di ciascun nominativo:

1. Barbieri dott. Mario fu Ernesto, con recapito a Cortina d'Ampezzo, corso Italia n. 115, vincitore della condotta consorziale di Piazzola sul Brenta;
2. Rossi dott. Emidio fu Giuseppe, con recapito a San Martino di Lupari, via Matteotti n. 58, vincitore della condotta consorziale di Cittadella;
3. Zamboni dott. Giovanni di Gaetano, con recapito a Stanghella, vincitore della condotta consorziale di Pontelongo.

Padova, addì 30 giugno 1952

Il prefetto: CELONA

(3285)

PREFETTURA DI PESCARA

Varianti alla graduatoria del concorso a posti di ostetrica condotta vacanti nella provincia di Pescara

IL PREFETTO DELLA PROVINCIA DI PESCARA

Visto il decreto prefettizio n. 8991 Div. San. del 12 giugno 1950 relativo al bando di concorso per il conferimento dei posti di ostetrica condotta vacanti nella provincia di Pescara;

Visto il decreto prefettizio n. 2980/1 Div. II del 22 marzo 1952, con il quale veniva dichiarato, tra l'altro, vincitore la signora Dergnevich Elena vedova Cortese ed assegnata alla condotta di Scafa;

Attesa la vacanza della condotta suddetta per rinuncia della signora Dergnevich Elena vedova Cortese e delle altre candidate dichiarate idonee, successivamente interpellate secondo l'ordine di graduatoria di merito, approvato con decreto prefettizio n. 2980-Div. San. del 19 febbraio 1952, e la richiesta delle sedi fatte in ordine di preferenza;

Considerato che la signora Duranti Adalgisa fu Giuseppe ha chiesto la sede di Scafa;

Decreta:

La nomina della signora Duranti Adalgisa fu Giuseppe a titolare della condotta ostetrica di Scafa.

Il presente decreto sarà inserito e pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica, nel Foglio annunzi legali della Provincia e, per otto giorni consecutivi, all'albo pretorio della Prefettura e del Comune interessato.

Pescara, addì 28 giugno 1952

p. *Il prefetto*: SERENA

IL PREFETTO DELLA PROVINCIA DI PESCARA

Visto il decreto prefettizio n. 8991-Div. San del 12 giugno 1950, relativo al bando di concorso per il conferimento a posti di ostetrica condotta vacanti nella provincia di Pescara;

Visti i decreti prefettizi n. 2980 e 2981/1 del 19 febbraio 1952, relativi rispettivamente all'approvazione della graduatoria di merito delle candidate dichiarate idonee e alla nomina delle vincitrici del concorso stesso;

Attesa la vacanza della condotta di Montebello di Bertona per rinuncia della titolare e delle altre candidate successivamente nominate e interpellate;

Letta la richiesta delle sedi fatte in ordine di preferenza da parte delle candidate dichiarate idonee;

Considerato che la signora Cipicchia Angela fu Franco ha chiesto la sede di Montebello di Bertona;

Decreta:

La nomina della signora Cipicchia Angela fu Franco a titolare della condotta di Montebello di Bertona.

Il presente decreto sarà inserito e pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica nel Foglio annunzi legali della Provincia e, per otto giorni consecutivi, all'albo pretorio della Prefettura e del Comune interessato.

Pescara, addì 28 giugno 1952

p. *Il prefetto*: SERENA

(3291)

PREFETTURA DI CALTANISSETTA

Variante alla graduatoria del concorso a posti di veterinario condotto vacanti nella provincia di Caltanissetta

IL PREFETTO DELLA PROVINCIA DI CALTANISSETTA

Visto il proprio decreto n. 41958 in data 16 gennaio 1952, relativo all'assegnazione di otto sedi ai vincitori del concorso per i posti di veterinario condotto vacanti nella provincia di Caltanissetta al 30 novembre 1946;

Ritenuto che si è resa vacante la sede della condotta veterinaria del comune di Villalba;

Ritenuto che il dott. Ragusa Calogero di Salvatore, successivo graduato, appositamente interpellato, ha dichiarato di accettare tale sede;

Viste le disposizioni di cui al regolamento sui concorsi sanitari approvato con regio decreto 11 marzo 1935, n. 281;

Decreta:

Al dott. Ragusa Calogero di Salvatore viene assegnata la condotta veterinaria del comune di Villalba.

Il presente decreto verrà pubblicato agli effetti di legge nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana, nella « Gazzetta Ufficiale » della Regione siciliana e, per otto giorni consecutivi, all'albo della Prefettura nonchè in quello dei Comuni per i quali fu esperito il concorso descritto in epigrafe.

Caltanissetta, addì 2 luglio 1952

Il prefetto: LO MONACO

(3338)

PREFETTURA DI ANCONA

Variante alla graduatoria del concorso a posti di medico condotto vacanti nella provincia di Ancona

IL PREFETTO DELLA PROVINCIA DI ANCONA

Visto il proprio decreto n. 13251 in data 28 maggio 1952, con il quale il dott. Mainolfi Francesco veniva dichiarato vincitore della condotta medica di San Giovanni Precicchie di Fabriano;

Veduta la graduatoria generale approvata con il proprio decreto n. 37593 del 21 novembre 1951;

Veduta la nota di rinuncia del dott. Mainolfi Francesco alla nomina al posto della condotta medica summenzionata;

Ritenuto che il dott. Margini Angiolino ha diritto alla nomina al posto della condotta medica di San Giovanni Precicchie in base all'ordine di graduatoria, alla indicazione preferenziale delle sedi ed in conseguenza delle rinuncie dei candidati che lo precedono in graduatoria;

Visto l'art. 26 del regio decreto 11 marzo 1935, n. 281;

Decreta:

Il dott. Margini Angiolino è assegnato alla condotta medica di San Giovanni Precicchie di Fabriano.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana, nel Foglio annunzi legali della Provincia e, per otto giorni consecutivi, all'albo pretorio della Prefettura e del Comune interessato.

Ancona, addì 20 giugno 1952

Il prefetto: DONADU

(3289)

GIOLITTI GIUSEPPE, *direttore* SANTI RAFFAELE, *gerente*

Roma Istituto Poligrafico dello Stato G. C.